

SEPTIÈME ANNÉE

Subvention du Conseil Général

Travailler pour la Corse



Et dans tous les domaines

REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique

SOMMAIRE

AMBROSI-R. (AMBROISE)...	<i>Une maladie du lieutenant N. Bonaparte</i>	1
Abbé MARINI (O. S. B.) ..	<i>Alphonse d'Ornano (1494)</i>	4
TRAHARD (PIERRE).....	<i>La cause du beau Guillaume, Lamiet et Colomba</i>	11
PONTEIL (PIERRE).....	<i>Une tentative de colonisation en Corse sous la monarchie de Juillet</i>	20
AMBROSI-R. (AMBROISE) ..	<i>Le " Disinganno " de l'abbé Natali</i>	26
— — — — —	<i>L'offrande à Cyrnos de Marc Leclerc</i>	32
OR' ZALLA.....	<i>La Corse économique (suite et fin)</i>	26

BIBLIOGRAPHIE. — Les grandes régions de France : la Corse. — Sur les chemins de la Corse. — Manualettu di a storia di a Corsica. — L'Annu Corsu. — L'Annuaire général des Corses pour 1926. — Napoléon posthume.

NOUVELLES en quelques lignes : Géographiques, économiques, touristiques.



DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI, 6, rue Cit-le-Cœur, PARIS (VI^e)

COMPTE POSTAL : Paris 813.42

PUBLICATION HONORÉE DES SUBVENTIONS

du Comité Général de la Corse, du Syndicat d'Initiative Corse de Marseille, du Comité des Intérêts Corses de Nice, de l'Amicale Corse de Salgon, du Syndicat d'Initiative de Corte et d'une commune de la Corse.

Ces groupements corses, ainsi qu'un grand nombre d'Amis de la Revue, reconnaissant l'intérêt et l'utilité de cette publication essentiellement régionaliste, ont voulu la soutenir et l'encourager par un concours effectif.

La *Revue historique et littéraire*, dont la septième année atteste la persévérance, augmentée de ses publications annexes : *La Corse moderne et économique*, n'est pas une entreprise commerciale, mais une œuvre désintéressée, publiée sans but lucratif et que tout Corse doit connaître et soutenir.

Elle est rédigée par une élite de collaborateurs qui en font une publication unique, ne s'adressant pas spécialement à des lettrés, mais à tous ceux qu'intéressent les multiples et passionnantes questions que soulève le passé ancien et récent, comme la situation présente et future de notre beau département insulaire.

UN AN : France, 15 fr. ; Etranger, 20 fr. — Le numéro, 3 fr. ; Etranger, 3 fr. 50.

Le prix du numéro demandé comme spécimen est déduit du montant de l'abonnement pris ultérieurement pour la même année. Les livraisons sont bimestrielles et l'année court de janvier à décembre. Les numéros précédemment parus dans l'année sont envoyés à tout nouvel abonné.

Pour les années antérieures à 1926, les demandes doivent être adressées à M. A. CLAVEL, 43, rue Saint-Lazare, à Paris (compte postal n° 211.44). La collection des six années parues, prix actuel : France, 50 fr. ; Etranger, 60 fr.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement. — Le mode de paiement le plus pratique et le plus économique est le versement à notre compte de chèques postaux : Paris 813.42, par mandat, avec talon pour la correspondance. (Seuls frais 0,25 cent., quelle que soit la somme envoyée). Le recouvrement par la poste, quand il est demandé, est augmenté de 1 fr. 50 pour frais.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

MM.

ARRIGHI (Paul), ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, Professeur agrégé au Lycée Français de Rome, Directeur de l'*Annuaire Corsu*.

BLANCHARD (Raoul), Docteur en sciences, Professeur à la Faculté des Lettres de Grenoble, Directeur de l'*Institut de Géographie Alpine*.

GARCOPINO (Jérôme), Docteur en lettres, Professeur à la Sorbonne.

CHAUVET (Paul), Docteur en lettres, Professeur agrégé au lycée Buffon (Paris).

COURTILLIER (Gaston), Agrégé de l'Université, Professeur de Première au Lycée de Strasbourg, auteur d'ouvrages et d'études sur la Corse.

ENLART (Camille), Directeur du Musée de Sculpture comparée du Trocadéro, Membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

FILIPPI (Louis), Professeur agrégé de l'Université, auteur d'études historiques.

FRANCESCHINI (Emile), auteur d'études historiques sur la Corse.

R. P. Dom **MARINI (Philippe)**, Bénédictin, historien de la Corse.

MARCAGGI (J. B.), Historien, Conservateur de la Bibliothèque d'Ajaccio.

MAURY (Eugène), Collaborateur au Service de la Carte géologique de la France.

NATALI (J.-B.), Auteur de *Nos Géographies* et autres ouvrages sur la Corse.

PAGANELLI (Dono), Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie de la Mayenne.

PEYRE (Marius), Professeur agrégé à la Faculté des Lettres de Dijon.

PICCIONI (Camille), Ministre plénipotentiaire, auteur d'études historiques sur la Corse.

SANTELLI (César), Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie du Jura.

SANTONI (François), Professeur agrégé de Philosophie au Lycée de Strasbourg.

SERGEANT (Edmond), Docteur, Directeur de l'*Institut Pasteur d'Algérie*.

VILLAT (Louis), Agrégé d'histoire et de géographie, Docteur en lettres, professeur à la Faculté des Lettres de Besançon.

REVUE DE LA CORSE

ANCIENNE ET MODERNE

UNE MALADIE DU LIEUTENANT BONAPARTE

Le lieutenant Bonaparte, malade et déprimé par le travail et les privations dans sa garnison d'Auxonne, avait sollicité un congé de semestre et l'avait obtenu en septembre 1789. Il était allé en jouir dans sa famille, à Ajaccio, et il devait y rester jusqu'en janvier 1791. Il prit ainsi une part active aux événements révolutionnaires qui se déroulèrent à Ajaccio et en Corse et qu'Arthur Chuquet, dont on déplorait récemment la disparition ici même, a longuement racontés (1).

A cette occasion, le savant professeur du Collège de France écrivait : « Quatre jours avant la fin du congrès, le 16 avril, Napoléon avait écrit à son colonel pour avoir une prolongation de congé, soit qu'il eût attrapé dans ses promenades aux Salines d'Ajaccio une fièvre maligne, soit qu'il eût des maux d'estomac, soit plutôt qu'il voulût rester en Corse quelques mois de plus. Il assurait M. de Lance que sa santé était délabrée et qu'il ne pourrait rejoindre le régiment avant le 15 octobre, avant la seconde saison des eaux minérales d'Orezza, de ces eaux acidulées et ferrugineuses que Charles Bonaparte, dans ses conversations avec les docteurs de Montpellier en 1785, déclarait si bienfaisantes. Napoléon sollicitait un congé de quatre mois et demi. Un certificat de médecin accompagnait son mémoire. Sur ce témoignage *complaisant*, il obtint un congé de quatre mois avec appointements à dater du 15 juin » (2).

Le mot de « complaisant » dont se sert l'historien laisse croire que pour lui la seule maladie dont était atteint le jeune officier était l'ambition politique, c'est-à-dire le désir de profiter des circonstances pour jouer un rôle dans son pays. Il est permis maintenant d'affirmer le contraire. En 1790, l'état de santé de Napoléon exigeait un traitement énergique et des soins prolongés. Il les reçut en août, à Bastia, où il passa une quarantaine de jours.

Il y était venu pour assister au débarquement triomphal de Pascal Paoli, qu'un décret de l'Assemblée Constituante avait rappelé dans sa patrie. Joseph Bonaparte avait été au contraire désigné par la municipalité d'Ajaccio, avec Nicolas Paravicini,

(1) *La Jeunesse de Napoléon*, 3 volumes. Paris, Colin, 1898. Cf. le t. II.

(2) T. II, p. 109.

Jacques Pô, l'abbé Ch. Recco et Thomas Tavera, pour aller au-devant de l'ancien général des Corses sur le continent. Buonarroti, dans son *Giornale patriottico* (1), a raconté son arrivée à Bastia avec de nombreux détails et décrit les honneurs qui furent rendus au vaincu de Pontenovu. Il y avait déjà longtemps que le lieutenant Bonaparte brûlait de rencontrer celui-ci et de se faire connaître. L'occasion s'offrait en Corse même. Il n'hésita pas à la saisir. Le 17 juillet, il était sur le môle, participait à l'enthousiasme général et se rangeait désormais parmi les commensaux et les admirateurs de P. Paoli.

Il profita de son séjour à Bastia pour se faire soigner à l'hôpital militaire de cette ville d'une maladie dont il souffrait. Une bonne chance m'a mis entre les mains le détail du traitement qui lui fut imposé. Je publie ici ce document in extenso ; il comprend une feuille détachée du registre des comptes du pharmacien militaire qui fournit les remèdes. Du 5 au 30 août, l'officier absorba du petit lait, de la tisane de chicorée, se frotta d'un onguent spécial et prit des bains. C'est là un traitement qui semble indiquer une affection de la peau. Était-ce déjà la gale ? Quoi qu'il en soit, il dura vingt-cinq jours et la note du pharmacien s'éleva à 20 livres 10 sous. Elle ne fut acquittée que quinze mois plus tard, en octobre 1791, lors d'une nouvelle permission de trois mois accordée par le baron du Teil. Il est permis de supposer que le débiteur se libéra grâce aux économies du grand-oncle Lucien, mort le 15 octobre. C'est aussi avec le montant de cet héritage que la famille Bonaparte put acheter une maison à Ajaccio et des terres hors des murs.

Ce séjour à l'hôpital de Bastia n'a pas été mentionné par Chuquet, qui n'ignore cependant pas la présence de Bonaparte dans cette ville. Il nous le montre occupé par la candidature à l'Assemblée primaire de son frère Joseph, à Ajaccio, rédigeant et y faisant imprimer des billets et manifestes électoraux. Joseph fut élu et Napoléon attendit qu'il se rendit à l'Assemblée d'Orezza. Les deux frères se joignirent à Paoli, qui allait aussi dans ce canton en passant par le Rostinu ; ils furent de sa suite et de ses familiers. Ils prirent ainsi part aux réceptions triomphales qu'on faisait au général et ils assistèrent, du 9 au 27 septembre, aux séances de l'Assemblée. Sans doute le lieutenant Bonaparte profita de ces trois semaines pour compléter le traitement qu'il venait de suivre à Bastia

(1) Cf. le n° xvi, du 23 juillet. Ce journal, publié en 1790 à Bastia par l'émigré toscan, futur complice de Babeuf, a été réédité dans le *Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse*, en 1918-1919.

et pour fréquenter assidûment la source ferrugineuse dont l'efficacité pouvait rétablir sa santé réellement compromise.

Ainsi se trouve expliqué ce séjour de six semaines que Napoléon Bonaparte fit à Bastia, depuis la mi-juillet jusqu'au début de septembre, à une époque où sa présence à Ajaccio aurait été plus utile pour aider au succès électoral de son frère. Le débarquement de Paoli à Bastia n'en fut que le prétexte.

A. AMBROSI-R.

Voici le détail du document dont j'ai fait mention plus haut. Il appartiendra aux médecins de rechercher et de dire à quelle maladie pouvait exactement s'appliquer ce traitement.

MONSIEUR BONAPARTE OFF. D'ARTILLERIE DOIT :

Août 1790.		
du 5,	1 livre petit lait clarifié et vitré.....	11
du 6,	un bain.....	1. 6
	une livre petit lait vitré.....	8
du 7,	un bain.....	1. 6
	une livre petit lait vitré.....	8
du 11,	un bain.....	1. 6
	une livre et demie tisane de chicorée et de patience vitrée.....	9
du 12,	un bain.....	1. 6
	la décoction répétée.....	9
du 13,	un bain.....	1. 6
	la décoction répétée.....	9
du 14,	un bain.....	1. 6
	la décoction répétée.....	9
du 15,	une médecine suivant l'ordonnance.....	1. 4
du 16,	la décoction répétée.....	9
	4 tablettes onguent citrin.....	4
du 17,	la décoction répétée.....	0
du 18,	idem.....	9
du 19,	idem.....	9
du 20,	idem.....	9
	4 tablettes onguent citrin.....	4
du 21,	la décoction répétée.....	9
du 22,	idem.....	9
du 23,	idem.....	9
du 24,	idem.....	9
	quatre tablettes onguent citrin.....	4
du 25,	la décoction répétée.....	9
du 26,	idem.....	9
du 27,	idem.....	9
du 28,	idem.....	9
du 29,	idem.....	9
du 30,	idem.....	9
Paié le 26 octobre 1791 (1).		20. 10

(1) Ce précieux document était en possession de notre ami feu Arrighi, juge de paix de Petra di Verde, qui nous le donna avant sa mort et dont nous nous faisons un pieux devoir de rappeler ici le souvenir.

La Compagnie de Saint-Georges et la féodalité corse

ALPHONSE D'ORNANO (1494)

A la fin du xv^e siècle, la Corse se divisait en terre du Commun et en terre des Seigneurs. La terre du Commun était proprement le deçà des monts, moins le Cap-Corse, et la terre des Seigneurs tout le delà des monts. Il y avait cinq seigneuries : celle de Leca, celle de la Rocca et, entre les deux, les seigneuries d'Istria, de Bozi et d'Ornano. La terre du Commun était sous l'autorité directe de la Banque ou, comme on disait alors, de l'Office de Saint-Georges, qui y rendait la justice et y percevait la taille. Sur la terre des Seigneurs l'Office n'avait qu'un droit de suzeraineté qui ne rapportait rien. Mais il songeait à déraciner les arbres sans fruits, et Alphonse d'Ornano fut un de ceux qui l'aidèrent dans son entreprise.

Jean-Paul de Leca, dont la seigneurie commençait non loin de Calvi et s'étendait jusqu'au delà de Celavo, prétendait à une certaine autorité sur l'Ornano et, en 1484, voulait à tout prix obliger Alphonse à jeter bas une tour qu'il avait fait construire à l'Isolella.

Il avait aussi des prétentions sur la seigneurie de la Rocca (*pretendeva parte*) du fait de sa femme qui était la fille et l'unique héritière d'Antoine de la Rocca. Mais Renuccio de la Rocca, qui détenait la seigneurie, n'entendait rien céder et, pour mieux résister à ses prétentions, avait fait alliance avec Alphonse d'Ornano. Les deux alliés, d'un commun accord, avaient recouru à l'Office de Saint-Georges pour être confirmés dans la possession de leurs seigneuries, et la confirmation qu'ils demandaient leur avait été accordée sur l'engagement qu'ils prirent d'une inviolable fidélité.

Après cela, Renuccio, voulant s'attacher Alphonse par des liens plus solides, lui avait fait épouser sa nièce ; mais celui-ci, trois jours après le mariage, avait abandonné sa femme et s'était attaché à une fille de Jean-Paul, demeurée veuve après quelques mois de mariage. Les choses en étaient là, quand la guerre éclata entre l'Office et Jean-Paul, et Alphonse prit aussitôt parti pour ce dernier, sans égard aux engagements qu'il avait contractés envers l'Office.

La guerre fut dure. Alphonse s'en aperçut aux premiers coups que lui porta Renuccio, allié fidèle de Saint-Georges et parent offensé. Elle cessa d'être dure pour lui quand les

renforts génois eurent débarqué en Corse. Le capitaine qui les commandait avait charge de lui faire parvenir une lettre des Protecteurs (ainsi s'appelaient les directeurs de l'Office) et de provoquer sa défection. « Pour vaincre et anéantir Jean-Paul, nous ne voyons pas meilleur que lui. Il a autant de vigueur que d'audace; cruel et coupable d'homicide, il est en même temps capable de tout entreprendre. Il nous était jusqu'ici attaché; c'est son mariage qui l'a rendu notre ennemi. Tentez-le discrètement. Vous pouvez lui promettre 500 écus, mille écus selon le cas, et autre chose encore (8 mars 1487). » 500 écus, c'était le prix offert à qui tuerait Jean-Paul; mille écus, le prix offert à qui le livrerait vivant. C'était l'assassinat ou la trahison, pire que l'assassinat, qui lui étaient proposés. Alphonse n'accepta pas; mais il trouva l'occasion bonne pour tirer son épingle du jeu. Il fit sa soumission, vendit sa seigneurie à l'Office pour 150 écus et s'éloigna de la Corse, en promettant de n'y pas retourner sans permission. Il avait trouvé ce moyen, au cas d'une défaite qui paraissait probable, de mettre son bien à l'abri d'une confiscation.

Il revint en Corse trois mois après et pénétra dans le château de Leca, où Jean-Paul était assiégé; mais ce fut pour assister à la capitulation et passer de là en Sardaigne. Il n'y resta pas longtemps. Sa femme étant venue à mourir, le lien qui le rattachait à Jean-Paul était rompu; il rentra à Bonifacio avec un sauf-conduit délivré par les Anciens. Les commissaires génois qui faisaient le tour de l'île accueillirent ses protestations de dévouement et le firent partir pour Gênes, tandis que son fils Lovico, un bâtard de six ans, demeurait comme otage entre leurs mains (mars 1488).

Au mois d'octobre de la même année, Jean-Paul débarquait en Corse pour reconquérir la seigneurie qu'il avait perdue. Ses débuts furent heureux. L'Office envoya pour le combattre des soldats qui débarquèrent à Calvi et, par une résolution insensée, prirent le chemin de Corte pour se rendre à Vico. Ils subirent à Bocognano une défaite retentissante : ils remirent leurs armes au vainqueur; et Jean-Paul, profitant de son avantage, se jeta sur la tour d'Ajaccio — c'était tout ce qui restait de l'ancienne ville — et s'en empara. L'alarme fut grande à Gênes. D'autres soldats vinrent renforcer les soldats vaincus, et parmi eux se trouvait Alphonse, qui n'éprouvait nul embarras à marcher contre celui qu'il appelait naguère son beau-père.

Ayant pris terre à Cinarca, les nouvelles troupes se dirigèrent sur Ajaccio et s'emparèrent de la tour que Jean-Paul occupait depuis trois mois. N'ayant pas reçu les secours qu'il attendait du dehors, se voyant abandonné d'un grand nombre

de ses partisans, et, par suite, incapable de tenir la campagne, l'infortuné seigneur allait se fortifier à Foce d'Orto, tandis que les Génois s'avançaient sur Vico. Ils y furent rejoints par Renuccio de la Rocca qui amenait 800 hommes de pied et 120 chevaux (chiffres du Commissaire), et tous ensemble prirent la route d'Evisa. De là, ils se dirigèrent sur Foce d'Orto et l'attaquèrent sans perte de temps; mais « nous n'y pumes rien ». Le jour suivant, nouvelle attaque, aussi inutile que la précédente. Le capitaine alors s'avisa d'un stratagème. Il laissa la troupe là où elle était, désigna un capitaine pour la commander à sa place et s'en alla, la nuit venue, avec deux compagnies. Le lendemain, au jour, il venait attaquer la forteresse du côté opposé. Trois coups de bombarde tirés à Sia annoncèrent son approche aux soldats génois qui avaient campé sur place et qui, attaquant ou parlementant à leur choix, devaient attirer de leur côté l'attention de Jean-Paul et des siens. La surprise fut complète. *Ghe saltammo dentro cum le spade in mano*, et l'on fit une boucherie de tous ceux qui étaient là. La conduite d'Alphonse justifia toutes les espérances qu'on avait conçues. Johanninello, oncle de Jean-Paul, avait été pris par les hommes de Renuccio et amené devant le capitaine. C'était la meilleure lance de Leca. Alphonse le tua de sa main. Le nombre des morts fut de trente-sept, tous passés au fil de l'épée (29 mars 1489).

La lutte pouvait se dire terminée. Il n'y avait plus qu'à mettre la main sur Jean-Paul et son fils, qui seuls, ou à peu près, avaient pu s'enfuir et se cachaient comme ils pouvaient. Les meilleurs limiers, mis à leurs trousses, ne purent découvrir leurs traces. Alphonse les chercha vainement du côté de Vivario. Sur un bruit qui se répandit, le capitaine courut à Porto-Vecchio et creva trois chevaux; mais les fugitifs n'étaient pas là. On sut, au bout de quatre mois, qu'ils avaient trouvé asile à Ciamannacce. Cette complaisance leur avait permis de regagner la Sardaigne, mais devait coûter cher à son auteur.

En attendant, Renuccio, la victoire obtenue, avait réclamé réparation pour sa nièce. Il entendait qu'Alphonse reprit sa femme. Autrement, disait-il, nous ne saurions demeurer tous deux en Corse : *o fuori lui, o fuori io*. L'Office, voulant lui donner satisfaction et récompenser la valeur d'Alphonse, résolut de restituer à celui-ci la seigneurie d'Ornano, en l'engageant à reprendre sa femme. Alphonse y consentit, et, à quelque temps de là, *si fese il parentade*. C'était, semblait-il, la paix rétablie entre les deux ennemis. Il ne devait pas en être ainsi.

Pour châtier les Ciamannaccie, le commissaire génois pen-

sait que le mieux serait de les « anéantir » en suscitant des inimitiés parmi eux. Bien qu'issus d'une même souche, ils formaient plusieurs familles, entre lesquelles avaient germé des rivalités, et c'est à l'une de ces familles qu'appartenaient la femme d'Alphonse et par conséquent les neveux de Renuccio. Croyant trouver là l'instrument de sa politique, le commissaire proposa à l'un d'eux de porter la main sur le chef de la maison rivale. Alphonse, son beau-frère, était présent à l'entretien et s'associait par conséquent à la proposition. Mais l'autre, reculant devant le crime, ne se prêta pas à ce qu'on lui demandait. La catastrophe était ainsi conjurée et le commissaire obligé de recourir à d'autres moyens pour accomplir sa vengeance.

A quelques mois de là, un homme était tué à Corrano et les meurtriers allaient se réfugier *in fortezza* auprès d'Alphonse. Renuccio réclama au nom de ses neveux. La famille du mort leur était attachée. Ils étaient tous avec nous, disait-il, à Leca et à Cinerca. Pour lui complaire, il fut ordonné aux meurtriers de s'exiler; mais, au bout d'un mois, ils étaient de nouveau en Corse, auprès d'Alphonse. Le scandale était manifeste. Les neveux de Renuccio, sachant désormais à quoi s'en tenir, rompirent définitivement avec leur beau-frère. Ils n'avaient pas encore acquitté la dot promise à leur sœur; ils ne l'acquittèrent pas. Alphonse se vengea sur leurs propriétés. Il s'en prit en outre aux beaux-frères de Renuccio qui n'étaient pas en cause, mais qui, nés en territoire d'Ornano, se trouvaient être ses vassaux. La situation était tendue et se tendait chaque jour davantage. L'Office, prévenu, fit intervenir le gouverneur. Réunis à Zigliara, les plaignants se réconcilièrent. Alphonse avait fait des excuses, il avait promis de traiter désormais Renuccio en *padre maggiore*, et l'on s'était embrassé (novembre 1491). Mais la réconciliation fut de courte durée, et, l'année suivante, Renuccio fit entendre à Gênes de nouvelles plaintes. On le trouva exigeant.

Nous n'avons pas encore indiqué les conséquences de la défaite éprouvée par Jean-Paul de Leca. Le delà des monts n'était plus exclusivement la terre des Seigneurs. La seigneurie de Leca avait cessé d'exister; l'Office de Saint-Georges en était devenu le maître et y exerçait les droits souverains, percevant la taille et rendant la justice. Il n'avait eu jusqu'ici qu'un représentant en Corse, le gouverneur qui résidait à Bastia; il y aura désormais un lieutenant dans le delà des monts (1). Il est installé provisoirement à Vico, mais

(1) Le lieutenant, établi récemment dans la Balagne, était payé par la province au moyen d'une contribution particulière.

l'endroit ne saurait convenir. Il faut que sa résidence soit à l'abri d'une attaque des Corses : au bord de la mer, de façon qu'elle ne puisse être bloquée et qu'on puisse sans empêchement y faire pénétrer des secours. Ambroise di Negro avait écrit dans les premiers jours : « Bâissez une forteresse à Ajaccio. » C'est à quoi l'on se décida, et, l'emplacement déterminé, les travaux commencèrent le 17 avril 1492. A la fin de l'année, le lieutenant avait ordre de se transférer dans la nouvelle ville avec les officiers qui l'entouraient et d'informer les gens de Vico et d'ailleurs que c'est là désormais que se rendra la justice. Les gens de Vico durent trouver qu'Ajaccio, situé sur la périphérie de l'ancienne seigneurie, était mal choisi pour être leur centre de justice. Les conditions de sécurité requises pour le lieutenant auraient pu se trouver ailleurs. Mais l'Office ne s'arrêtait pas au présent; il envisageait l'avenir et Ajaccio était au centre de la terre des Seigneurs.

Fondée dans un intérêt génois, la ville ne devait pas abriter de Corses dans ses murs. Cette règle fut rigoureusement observée. Il n'y eut d'exception que pour Alphonse d'Ornano. Sa maison fut l'une des premières et devait être l'une des plus distinguées : on envoya de Gênes *mattoni a clapelle* avec des planches pour les plafonds. Ce privilège allait bien à l'homme qui s'était employé à abaisser et presque à anéantir la maison de Leca. L'honneur qu'on lui rendait indiquait peut-être que son rôle n'était pas fini et qu'on comptait sur lui pour de nouvelles conquêtes.

Alphonse et Renuccio avaient chacun des ennemis parmi leurs proches. Pour Alphonse, ces ennemis étaient les fils de Vincentello d'Ornano tué par lui, un de leurs cousins dont le père avait été également tué par lui, Guglielmo d'Ornano qu'on appelait le Bastardello : pauvre homme sans ressources qui avait de la peine à élever ses enfants. « Aidez-le, écrivait l'Office, il deviendra votre ami ». Mais Alphonse ne l'entendait pas ainsi et le Bastardello cherchait appui auprès de Renuccio, qui était d'ailleurs son parent. Pour Renuccio, l'ennemi c'étaient tous ceux de son sang et principalement Tristan et François de la Rocca, qu'Alphonse avait accueillis chez lui, à titre de neveux. L'accord entre les deux seigneurs était impossible dans ces conditions. Il fallait que chacun d'eux éloignât de lui l'ennemi de l'autre. Il semble qu'on se soit arrêté à ce parti. En 1493, le Bastardello allait s'employer à Gênes; mais, ne trouvant pas là tout ce qu'il espérait, il revenait en Corse moins d'une année après qu'il en était parti. Alphonse se plaignit de son retour. Mais Renuccio élevait contre Alphonse de bien plus fortes plaintes : « Il a fait arrêter

mes beaux-frères par ses sbires, il a pénétré dans leur maison, pris ce qu'il trouvait à sa convenance, frappé violemment leur vieille mère et vomi les pires injures contre moi et ma femme : *empiendosi la bocca di me e di Serena*. J'ai trop enduré, ajoutait-il; jamais Corse n'a été endurant à ce point »; et il demandait à l'Office permission de se battre avec son rival. Le moment était bien choisi pour se quereller. Charles VIII descendait en Italie avec une puissante armée; Gênes était mêlée à l'affaire; Jean-Paul pouvait profiter de ce bouleversement pour tenter la fortune en Corse, et l'Office avait besoin de tous ses serviteurs. De là, des conseils et des objurgations à Alphonse et à Renuccio pour la paix et le bon accord. Ceux-ci obéirent sans doute, mais tous n'avaient pas les mêmes raisons. Les ennemis guettaient l'occasion, et, aux environs de Noël (1494), Alphonse était assassiné.

Qui avait fait le coup ? A la première heure, les choses n'étaient peut-être pas bien claires, et Renuccio écrivit à l'Office une lettre qui semble destinée à donner le change : « Vos officiers vous ont sans doute annoncé la mort du seigneur Alphonse. J'en suis peiné, parce qu'une telle mort doit faire de la peine à tout homme et aussi parce que le temps lui a manqué pour devenir un bon chrétien. Mais il m'avait tourmenté de tant de façons, et cherché même à me faire mourir, que je puis éprouver quelque satisfaction. Me voilà désormais tranquille. Il avait voulu se débarrasser du Bastardello et de ses frères; il avait pour cela offert de l'argent à des sicaires et promis sa fille en mariage à l'un d'eux. Mais, après marché conclu, les assassins firent le contraire de ce qu'ils avaient promis. Vous en êtes peiné sans doute, car c'était un serviteur dévoué à l'Office, mais c'était aussi un homme dangereux qui vous faisait plus d'ennemis qu'il ne vous gagnait d'amis... (29 décembre). »

Renuccio se faisait illusion s'il croyait que sa lettre pouvait influencer les Protecteurs. Il reçut en réponse une admonestation sévère et la visite d'un officier qui, au nom de l'Office, lui demanda d'interdire le séjour dans sa seigneurie aux meurtriers. Ils étaient connus. A ceux que nous avons cités plus haut, il faut ajouter deux ou trois *Corranacci* (1) et quelques autres, huit en tout. Ils furent poursuivis; le Bastardello, appréhendé le premier, fut décapité à Ajaccio en novembre 1495, d'autres le furent en décembre 1496 et d'autres prirent le parti de s'embarquer. La mort d'Alphonse était punie selon la rigueur des lois.

Qu'allaient devenir, après cela, ses enfants et sa seigneurie ?

(1) Frères ou parents de l'homme tué à Corrano.

L'Office accepta d'être le tuteur des enfants et le gardien de la seigneurie.

Ces enfants étaient au nombre de six : trois enfants naturels et trois enfants légitimes.

Les enfants naturels s'appelaient Lovico, Ottaviano et Finidora. Lovico, envoyé à Gênes par son père pour y faire son éducation, y passa huit ans. Il étudia Donat, Virgile, Ovide, le *de Senectute*, les Paradoxes de Cicéron, etc. L'Office, après la mort d'Alphonse, voulait le faire d'Eglise et lui avait obtenu la cure de Cauro par expectative; mais il avait aussi peu de dispositions pour l'étude que pour la vie ecclésiastique, et il rentra en Corse à dix-huit ans, ne sachant pas grand'chose.

D'Ottaviano et de Finidora, il n'y a rien à dire.

Les enfants légitimes, issus du mariage d'Alphonse avec la nièce de Renuccio, Contessa, s'appelaient François, Bernardin et Cinarchese.

Appelé à Gênes dès l'âge de six ans (1496), François y demeura une quinzaine d'années. Quand il revint en Corse, en 1512, l'Office lui fit remettre moitié de la seigneurie qu'avait possédée son père et, dix-huit ans plus tard, faisait remettre l'autre moitié à Bernardin, qui semble n'avoir jamais été à Gênes.

Quant aux bâtards, ils n'avaient droit à rien. L'article 45 des Statuts corses s'exprime ainsi : « Si le père meurt sans faire de testament et laisse des enfants légitimes, en même temps que des enfants illégitimes, la succession est déferée aux enfants légitimes et aux descendants légitimes de ceux-ci. Les bâtards en sont complètement exclus : *esclusi in tutto i detti bastardi e bastarde*, avec cette réserve pourtant qu'ils doivent être nourris sur les biens paternels, les mâles jusqu'à vingt ans et les filles jusqu'à leur mariage. »

Une telle disposition pouvait déplaire à Lovico et à Ottaviano; l'Office avait le devoir de l'appliquer. Il chercha néanmoins à leur obtenir quelque satisfaction par voie d'accord. En même temps qu'il ordonnait au lieutenant d'outre-monts de mettre François en possession de la moitié de la seigneurie, il lui écrivait : « Qu'on tâche d'*accontentare et accordare* les enfants naturels. Si cela n'est pas possible, les faire comparaître pour alléguer et produire tout ce qu'il leur plaira de présenter et, par conséquent, régler par un jugement ce qui n'aurait pu se faire par voie d'accord. » Lovico avait alors trente ans; il était temps d'en finir...

François d'Ornano n'eut qu'une fille, Vannina, qui épousa Sampiero. La dot que Vannina apporta à son mari n'était donc pas du bien volé.

Lovico fut le père de Paolo qui eut plusieurs enfants, entre

autres Michel-Ange, Jean-Antoine et Jean-François, qui donnèrent la mort à Sampiero, le 17 janvier 1567. On a dit que c'était pour se venger d'avoir été dépouillés. On voit ce qu'il faut en penser.

On a dit aussi que c'était pour venger la mort de Vannina; mais bien avant cette mort, dès la guerre précédente, ils avaient pris parti pour l'Office contre Sampiero. Il faut chercher d'autres raisons...

La seigneurie d'Ornano, du moins la part de Vannina, passa à Alphonse, fils de Sampiero, et d'Alphonse passa à son fils Jean-Baptiste d'Ornano, qui mourut maréchal de France, et de Jean-Baptiste à ses frères, qui furent ses héritiers et la vendirent pour 25.000 livres à Jules Negri, gentilhomme florentin, agissant au nom et comme mandataire de Jules d'Ornano. L'acte fut passé à Paris, au Châtelet, le 23 mars 1647. Jules d'Ornano s'était rendu à Paris pour faire acquisition de la seigneurie; mais on ne voit pas que le vendeur et l'acquéreur se soient abouchés.

Dom Ph. MARINI.

O. S. B.

Étude littéraire

La CAUSE du BEAU GUILLAUME, LAMIEL et COLOMBA

La Cause du Beau Guillaume, rééditée en 1920 par la *Sirène* (1), ne mérite ni les éloges de certains dilettantes ni le mépris de certains critiques. Publié en 1862, le roman eut son heure dans l'histoire du réalisme auquel il apportait une contribution, sinon brillante, du moins utile. Oublié, il vient de renaître, et sa résurrection a été diversement accueillie : exalté par M. Félix Fénéon qui voit en Duranty un grand artiste (2), loué avec une juste mesure par M. Paul Souday (3), moins apprécié par M. Henri de Régnier (4), il est loin de rallier les suffrages et il rentrera dans l'oubli avec tant d'autres romans qui n'ont le tort que d'être bons. Au moins sa brève résurrection aura-t-elle soulevé un petit pro-

(1) Nous renverrons à cette édition : Duranty : *la Cause du Beau Guillaume*, avec un portrait du Duranty par E. Degas. Paris, « Aux éditions de la *Sirène* », 1920.

(2) Note en tête de l'édition de la *Sirène*.

(3) Feuilleton du *Temps* du 13 janvier 1921.

(4) Feuilleton littéraire du *Figaro* du 27 février 1921.

blème que les érudits, en quête de nouveauté, s'évertuent à résoudre. Le problème est vieux, mais l'actualité l'a rajeuni. Jules Christophe avait insinué que Duranty était le fils de Mérimée; M. Félix Fénéon ayant imprimé ce propos en tête de l'édition de la *Sirène* (1), les curieux se sont remis en quête et quelques-uns suivent, paraît-il, des pistes sérieuses. Souhaitons-leur bonne chance. Au reste, une découverte ne prouverait rien et peut nous chaut que Mérimée fût le père de Duranty.

Mais, à défaut de cette parenté réelle, ne pourrait-on découvrir entre les deux écrivains une parenté intellectuelle dont l'existence aurait plus de portée? Il est vrai que chez Duranty ni l'homme ni l'artiste ne ressemblaient à Mérimée : aussi peu mondain que l'auteur de *Carmen* était dandy, aussi prolixé que Mérimée était bref, aussi attaché à des principes d'école que Mérimée était indépendant, Duranty serait plutôt l'antipode de Mérimée qui renierait son fils, — si fils il y a. Son œuvre, au premier abord, ne rappelle nullement celle de Mérimée; toutefois, par un long détour, elle y revient, comme elle revient à celle de Stendhal. Elle y revient pesamment, avec des gaucheries, des maladresses et cette allure gênée qu'ont les enfants mal conformés et très gourds; mais enfin elle y revient. Car si l'on examine *la Cause du Beau Guillaume*, il est possible d'y découvrir des analogies avec *Lamiel* et avec *Colomba*. Sans doute, ni l'ébauche de Stendhal ni la nouvelle de Mérimée n'ont donné naissance au roman de Duranty (2); mais, par endroits, celui-ci paraît être une réplique un peu lourde de *Lamiel*, de *Colomba* surtout. Serait-il même paradoxal de prétendre que *la Cause du Beau Guillaume*, c'est *Colomba* dépouillée de son exotisme et de sa couleur, de sa plastique vigoureuse et de sa poésie lointaine, *Colomba* transposée dans le ton réaliste, ramenée aux proportions de la vie quotidienne, banale et toute en grisaille? En 1840, Mérimée avait gardé du romantisme la part vigoureuse et belle qui devait survivre : magie du décor, énergie des caractères, fougue des passions. En 1860, Duranty reprend le même thème : un drame va se jouer, qui mettra aux prises des caractères énergiques et des passions fougueuses; mais le décor, l'atmosphère vont changer : nous serons plus

(1) P. 10. M. Martino y fait allusion dans *le Roman réaliste sous le Second Empire*. Paris, Hachette, in-12, 1913, p. 137; déjà M. Tourneux avait donné ce renseignement dans *la Grande Encyclopédie*.

(2) C'est pourquoi, dans les pages qui suivent, je ne prétends pas indiquer une « source »; je cherche à souligner quelques ressemblances chez trois esprits originaux et à montrer comment trois œuvres baignent dans la même atmosphère.

près de Flaubert et de Maupassant que de Hugo et de Gautier. L'œuvre de Duranty n'aurait-elle eu que le mérite d'avoir facilité la transition entre le romantisme et le réalisme, d'avoir aidé celui-ci à se dégager de celui-là, d'avoir montré ainsi que, dans l'art, comme dans la nature et dans la vie, règne une continuité absolue, elle aurait sa valeur. Relisons donc *Colomba* et *Lamiel*, puis *la Cause du Beau Guillaume* (1).

**

L'intrigue de *Colomba* est d'une simplicité voulue. Dégagée de l'idylle qui, à la fin du livre, prolonge le drame, c'est l'histoire d'une femme qui veut se venger, qui vit pour se venger, qui pousse son frère à la venger et qui se venge. Quant à *Lamiel*, c'est l'histoire d'une jeune paysanne dont « le dégoût profond pour la pusillanimité fait le caractère » (2) et qui, admiratrice de Mandrin et de Cartouche, cherche l'amour auprès des paysans, puis des comtes, puis des ducs dont elle se lasse vite, rejette les amants trop fades qui la font bâiller et connaît enfin l'amour dans les bras de Valbayre, criminel qui la pousse au crime. Beau caractère, selon l'esthétique de Stendhal; en tout cas, singulier mélange de réalisme brutal et de romantisme morbide. *Lamiel* est une sœur sauvage de *Colomba*; elle évolue non dans le maquis, mais en pleine société parisienne, vers 1830. Et que nous raconte Duranty ? Un jeune citadin, Louis Leforgeur, s'installe à Mangues-le-Vert, petit village du centre de la France. Il séduit une paysanne, Lévisé, sœur du braconnier Volusien. Jusqu'ici, c'est le thème général de *Lamiel* : une paysanne séduite par un homme qui n'appartient pas à la même classe sociale. La rencontre est fortuite, car Duranty n'a pu connaître *Lamiel*, restée à l'état d'ébauche et publiée en 1889. D'ailleurs, au fond, n'est-ce pas le vieux thème de *Grisélidis* et de nos fabliaux où le fils d'un roi tombe amoureux d'une bergère ? Peu à peu, le prince s'est transformé en duc ou en comte « décavé », ce qui est une demi-déchéance, puis en bourgeois et, circonstance aggravante, en bourgeois « Louis-Philippe » ou « Second Empire », ce qui est une déchéance complète; et la bergère — qui n'est plus une bergère de conte de fées — a perdu son innocence, car, en vraie bergère, elle a vu le loup...

Donc Lévisé est devenue la maîtresse de Louis Leforgeur. Volusien, s'il était seul, n'attacherait pas une grande impor-

(1) *Lamiel* a été composé en 1839, *Colomba* a paru en 1840, *la Cause du Beau Guillaume* en 1862.

(2) Edition de la Librairie Moderne, in-12, 1889, p. 314.

tance à cette aventure; mais survient son ami Guillaume. Guillaume, qui considère Lévisse comme sa fiancée, maudit le bourgeois ravisseur, revendique Lévisse et veut l'arracher à l'impudent citadin : ne convient-il pas de venger l'honneur paysan, qui en vaut un autre ? Alors le drame se noue : lutte entre l'énergique Guillaume, entêté de vengeance, et le faible Volusien qui hésite, se reprend, tergiverse sans cesse; lutte entre les deux paysans, l'un poussant l'autre, et Louis qui se défend à bec et griffes; lutte entre les deux mêmes paysans et Lévisse qui leur résiste et les repousse. Guet-apens nocturne, coups de fusil : le beau Guillaume tue Lévisse, blesse Louis; le drame se termine sur les bancs de la cour d'assises.

Cette histoire de vengeance met aux prises, comme la nouvelle de Mérimée, non seulement quelques individus, mais les deux clans ennemis d'un village; ce drame brutal finit, comme la nouvelle de Mérimée, par une embuscade et par des coups de fusil meurtriers. Fait-divers banal; mais le sujet que traite Mérimée est, lui aussi, un fait-divers « banal », dans toute la force du mot, puisqu'il s'agit d'une *vendetta* et que rien, en Corse, n'est plus banal qu'une *vendetta*. Si l'artiste enlève la poésie que l'éloignement des lieux (*major e longinquo reverentia*) et l'étrangeté des personnages donnent avec tant de bonheur à la nouvelle de Mérimée, il aboutit au roman de Duranty, sorte de *vendetta* transportée dans un village français, en 1860. Amour, jalousie, haine, voilà le fond des deux œuvres, aussi brutales, aussi implacables l'une que l'autre, et tout gravite autour de la vengeance (1).

Lentement, pesamment chez Duranty qui n'a ni l'aisance désinvolte ni la concision rapide de Mérimée. A lire le premier, on souffre d'autant plus qu'il rappelle souvent le second. Si on néglige les deux cents premières pages de *la Cause du Beau Guillaume* — et on peut le faire sans trop de dommage, car la mise en train est minutieuse et pénible, — si on analyse le drame lui-même, on constate en effet des ressemblances nombreuses. Les caractères ont un air de famille et les scènes où ils se développent paraissent calquées les unes sur les autres.

Duranty oppose, comme Mérimée, des caractères énergiques à des caractères faibles, ceux-ci dominés par ceux-là sans qu'ils puissent se dérober à la suggestion d'une volonté supérieure. Voici, d'un côté, Colomba et Guillaume, dont le caractère est une ligne droite, et voici, de l'autre, Volusien et Orso, dont le caractère est une ligne sinueuse. Dans *la Cause*

(1) Sur *la Cause du Beau Guillaume* et sur l'œuvre de Duranty en général, cf. P. Martino, ouvrage cité, ch. VI, p. 136 à 149.

du *Beau Guillaume*, à partir du chapitre VII, et pendant plus de cent pages (pages 224 à 341), Guillaume exerce une pression lente et continue sur son camarade Volusien dont la volonté chancelle; dans *Colomba*, à partir du chapitre V jusqu'au chapitre XV, Mérimée nous avait fait assister à une lutte semblable entre l'implacable volonté de Colomba et l'esprit mal assuré d'Orso. Cette lutte constitue le nœud du drame, car on sent que, à partir du moment où Orso sera gagné par Colomba et Volusien par Guillaume, le drame sera virtuellement fini et le dénouement inévitable. Ainsi le drame reposant, dans les deux livres, sur l'opposition des caractères, les scènes se succèdent, à peu près identiques, chez Mérimée et chez Duranty : l'embuscade de Guillaume et de Volusien devant la maison de Louis (p. 292); le siège de la maison de Louis par les paysans (p. 321); le guet-apens et le coup double de Guillaume (p. 339); la rébellion de Guillaume et de Volusien contre les gendarmes (p. 342-3); le siège de la maison de Guillaume (p. 347), voilà autant de tableaux qui ont leur pendant chez Mérimée : l'embuscade d'Orso, son fameux coup double, la fuite devant « les voltigeurs », la maison de Colomba en perpétuel état de siège... Ne semble-t-il pas que Duranty se soit rappelé, dans la deuxième partie de son roman, les fortes peintures de son devancier ? La haine qui précipite sur Louis et sur sa complice les habitants de Mangues-le-Vert n'évoque-t-elle pas, avec plus de sauvagerie et moins de puissance, la haine qui sépare en deux camps irréconciliables le bourg de Pietranera ? D'une façon générale, Duranty n'a-t-il point emprunté à Mérimée son goût, non seulement pour les caractères énergiques, mais pour les scènes violentes ? Celles-ci se multiplient dans *la Cause du Beau Guillaume*; voyez, au cabaret, la bataille entre Guillaume et Bagot (p. 216), puis la bataille entre Lévisse et Euronique (p. 236), la bataille à la sortie de l'église (p. 298), la bataille entre Louis et Guillaume (p. 308), la bataille entre Louis, Lévisse et les paysans qui assiègent la maison (p. 326), les rencontres violentes, où le poing et les injures interviennent, entre Lévisse, Guillaume et Volusien (p. 244), puis entre Louis, Lévisse et Volusien (p. 253), le meurtre final. C'est une débauche de batailles, une succession de corps à corps farouches qui fatigue. Chez Mérimée, l'atmosphère était lourde, mais moins chargée, moins énervante, semble-t-il, car la grandeur de l'action ne se compromettait pas, à chaque instant, dans des rixes de rues. On respire, d'un bout à l'autre de *Colomba*, l'air de la tragédie où le crime garde une sorte de noblesse morale. Dans *la Cause du Beau Guillaume*, le crime a perdu cette suprême parure qu'il tient, en partie, de la légende; il

devient le crime banal et odieux, le crime des bouges et des « assommoirs », qui se déroule non plus entre gens libres et libérés des préjugés bourgeois, en plein maquis, devant les étoiles et la seule conscience de l'individu dressée contre la société, mais entre les clients misérables des cours d'assises. Faut-il en conclure que l'œuvre gagne en réalité ce qu'elle perd en poésie? On voit ce qu'elle perd sans trop apercevoir ce qu'elle gagne : car lequel est le plus vivant, *Colomba* ou *Guillaume*? et la poésie nuit-elle à la vérité du portrait?



En tout cas, l'on devine comment Duranty, après s'être inspiré de Mérimée, va s'en éloigner de plus en plus, parce qu'il est hanté par « la reproduction exacte, complète, sincère du milieu social » (1) et qu'il conçoit l'art comme un décalquage, non comme une interprétation où le rêve a sa place. Les caractères qu'il trace sont énergiques, mais d'une énergie où la violence se substitue à la force; les scènes qu'il décrit sont tragiques, mais la brutalité y remplace la grandeur. Nous avons changé de pays, le décor n'est plus le même, et comme il existe sans doute une mystérieuse correspondance entre la nature et l'âme humaine, il semble que celle-ci tende toujours à se mettre en accord avec celle-là.

L'exotisme romantique, dont *Colomba* s'était fait une lumineuse parure, a disparu chez Duranty. Celui-ci l'a volontairement éliminé en transportant le drame au fond d'une province française, mal définie d'ailleurs. Mérimée nous conduisait en Corse, l'île aux montagnes bleues et aux nuits étoilées, l'île au coloris vigoureux et à la naïve poésie des vieux âges, et il agissait non pas en amateur, comme Th. Gautier, mais en artiste sachant ce que le récit tragique y gagnerait. Duranty nous conduit dans un village du « centre de la France », Mangues-le-Vert. Si les lieux où va se dérouler l'action ont perdu la brume de leur poésie lointaine, ils sont mieux connus de nous; « le couvert de ces chemins bordés de hautes haies pleines de senteurs et de fleurs à couleurs vives », « l'ombre joyeusement mêlée de soleil », le vert « jeune et vigoureux » des feuillages et des gazons, « le sable jaune des chemins » et « la blancheur des maisons » (p. 24), n'est-ce pas le village français que nous connaissons tous? Ne nous rappelle-t-il pas, avec plus de fraîcheur et avec un luxe de détails que méprisait Stendhal, les premières scènes de *Lamiel*? Stendhal indiquait les lieux plus qu'il ne les décrivait, et dans la mesure

(1) P. 8, note.

où il le fallait pour situer les personnages et créer l'ambiance nécessaire. Maintenant, on décrit pour décrire et la description « s'organise » ; Duranty ne la dédaigne point ; elle foisonnera chez G. Sand et chez Balzac, puis chez Flaubert et chez Zola. « Décrivez-nous votre village », tel est le thème d'écoliers dont les modèles ne manqueront pas chez les romanciers de l'école réaliste et de l'école naturaliste.

En même temps que le cadre nous devient familier, les personnages se rapprochent de nous. Nous n'avons plus affaire aux brigands corses, à ces héros d'une *vendetta* dont la distance rehausse la taille, à ces personnages qui nous paraissent relever encore de la légende et du mystère. Paysans de chez nous, braconniers, servantes, cabaretiers, gendarmes, petites gens des campagnes, depuis le maire bonhomme et le curé pacifique jusqu'aux ivrognes amusants et aux commères bavardes, voilà la foule qui s'agite autour des quatre protagonistes, Louis, Lévisé, Volusien et Guillaume. Parfois un type se détache, en demi-relief : Cardonchas, vieil archéologue maniaque qui rappelle M. de Peyrehorade de *la Vénus d'Ille* ; Euronique, la servante au dévouement jaloux qui rappelle « la petite vieille femme » de *Madame Bovary* et annonce la servante de *Un cœur simple* (1). Déjà Mérimée, timidement, avec une réserve d'aristocrate, avait introduit dans ses drames comme la *Jacquerie* et dans ses nouvelles comme *Arsène Guillot* cette foule anonyme et ces humbles. Stendhal, plus hardi, avait osé davantage et la scène des lavandières, au début de *Lamiel*, est d'un savoureux réalisme. Avec Duranty, nous nous mêlons à la foule populaire et l'intention du romancier est de peindre celle-ci sans complaisance, ni embellissement, ni fard, de lui opposer même, pour lui donner plus de relief, l'homme de la ville, le bourgeois sur qui la haine du village se concentre. Le drame de passion se complique ainsi d'un drame social ; Duranty dresse l'une contre l'autre la classe paysanne et la classe bourgeoise ; l'idée n'en serait pas venue à Mérimée, mais elle n'est certes pas étrangère à Stendhal, ni à Hugo, ni, d'une façon générale, au romantisme dont le réalisme recueille, là encore, l'héritage. Vingt ans plus tard, Zola l'exploitera, et certes, pas plus que Duranty, pas plus que Hugo, pas plus que Stendhal, il n'aura rien découvert ! Dans ses *Propos rustiques*, Noël du Fail ne nous fait-il pas assister à « la grande bataille de ceux du village de Flameaux et de ceux de Vindelless, où les femmes se trouvèrent » (2).

(1) Est-il besoin de faire remarquer que tous ces types sont déjà dans la *Comédie humaine* ?

(2) P. 108 de l'édition Bossard, 1921, in-12. *Les Propos rustiques* parurent en 1547.

Cette « paysannerie » n'est pas si fade qu'on le pense et le ton en est juste. Duranty et Zola ont cru devoir transformer en rustres brutaux, et parfois grossiers jusqu'au cynisme, les paysans un peu idéalisés du vieux conteur français (1). Mérimée avait évité l'écueil grâce à sa mesure et à son goût. Chez lui, en effet, tous les personnages, et non seulement Colomba ou Orso, mais les bandits, comme Brandolaccio ou Brando Savelli, gardent une distinction morale et un reflet de poésie romantique : il y a encore en eux du corsaire et du don Saluste. De son côté, Lamiel veut des amants à la taille d'un Mandrin, d'un Cartouche ou même d'un Lacenaire. Les personnages évoqués par Duranty ont perdu cette singulière auréole. Peu importe de savoir si c'est un bien ou un mal : ils sont ce qu'ils sont, de pauvres êtres souffrant et luttant comme nous en coudoyons tous les jours, des victimes inconscientes de leur faiblesse, de leurs passions, ou du destin, ce qui est peut-être la même chose. Ils n'ont plus d'éclat emprunté, ils ne cherchent pas à se hausser au niveau du modèle qu'ils admirent (préoccupation constante chez les héros de Stendhal), ils visent à être vrais, de cette vérité qui n'est ni belle ni laide et dont nous avons tant de peine à démêler l'écheveau (2).

Au moins restent-ils eux-mêmes et vont-ils jusqu'au bout de leur passion. Duranty n'apporte aucun adoucissement à la peinture de leurs caractères ; le destin, chez lui, est implacable et sombre, et il tue. Mérimée, lui non plus, n'est guère susceptible de tendresse, et pourtant le drame finit parfois chez lui en idylle : Colomba devient une *miss* qui échange le stylet contre l'éventail et le roman tournerait court sans l'entrevue poignante de l'héroïne et du vieux Barricini. Cette ironie, cette désinvolture, cette nonchalance détachée, dont Mérimée use fréquemment, sont étrangères à Duranty : il croit en ses personnages, vit avec eux, et ce n'est pas une infériorité. Mais il voit sombre. Est-ce par tempérament ? est-ce parce que la vie lui apparaît triste et injuste ? est-ce pour réagir, d'une part contre les embellissements romantiques, d'autre part contre les « paysanneries » de G. Sand, qu'il juge trop enrubannées sans doute ? En 1853 avaient paru les *Maîtres Sonneurs*, frais roman berrichon qui évoque, lui aussi, nos mœurs villageoises du centre de la France. L'idylle s'y mêle délicieusement aux scènes violentes qui sont elles-mêmes teintées d'une poésie naïve et imprégnées d'une douceur virgilienne. Ni le romantisme en demi-ton de Mérimée,

(1) Déjà Balzac avait donné l'exemple dans *Les Paysans*.

(2) Cf. Martino, ouvrage cité, p. 145. (Duranty et Stendhal.)

ni les « bergeries » délicates de G. Sand, qui rappellent Noël du Fail plutôt que Racan, ne sauraient plaire à Duranty. Les paysans de Balzac et de Flaubert lui semblent plus réels, et il eût admiré davantage encore ceux de G. de Maupassant et de Zola. Car chez lui la peinture est crue et le drame finit en cour d'assises. La dernière scène du livre (p. 352), où Duranty nous fait assister au procès de Volusien et de Guillaume, à l'audience, au défilé des témoins, au réquisitoire, aux plaidoiries des avocats et au verdict, rappelle la scène du jugement dans *le Rouge et le Noir* (ch. 71). Duranty rejoint ainsi le réalisme de Stendhal, copie fidèle de la vie quotidienne où nul rayon, d'où qu'il vienne, ne brille plus. Et l'on sait combien ces scènes de tribunaux, si commodes pour provoquer une émotion facile, seront mélodramatiquement exploitées par d'Ennery et par Zola, pulluleront chez les romanciers de l'école réaliste, puis de l'école naturaliste, et gâteront le roman-feuilleton ou le répertoire de l'*Ambigu*.

L'exacte analyse des caractères, la minutieuse étude des passions humaines sauvent Duranty de cet écueil, comme elles en avaient préservé l'auteur de *Lamiel* (1). Il ne verse pas dans le réalisme étroit, mais il l'annonce. En cherchant à peindre les choses telles qu'il les voit, en évoquant, dans un cadre familial, le monde des petites gens aux caractères entiers et aux passions rudes, en s'intéressant à l'existence quotidienne des paysans que guident seuls l'argent et les préjugés de classe, en situant un drame d'amour et de vengeance dans ce milieu âpre et chargé de haine, Duranty a fait réaliser un progrès au roman d'analyse. *La Cause du Beau Guillaume* n'en est pas le modèle, car elle s'embourbe dans l'analyse inutile et incertaine des mobiles, elle ignore l'art de dégager l'essentiel, cet art que Mérimée possédait et dont héritera l'auteur de *la Maison Tellier*. Stendhal lui-même le pratiquait mieux que Duranty : « Après des pourparlers infinis (qui pourraient avoir le mérite de peindre le génie normand dont nous voyons de si beaux exemples à Paris, mais au risque de paraître long au lecteur bienveillant), il fut convenu... », dit-il dans *Lamiel* (p. 62) : il déballe et passe. Comparez l'incroyable luxe de détails que Duranty nous donne quand il s'agit, pour Louis Leforgeur, de se débarrasser d'Euronique : cette digression occupe cinquante pages et l'on regrette la parenthèse de Stendhal ! Pareillement, il ne sait pas choisir, il ignore ces trouvailles heureuses qui peignent d'un mot et marquent un caractère : le sang du petit oiseau, le vert de houx, voilà, dans *Lamiel*, de ces trouvailles où

(1) Cf. Martino, ouvrage cité, p. 142.

excellait Stendhal. Rien de tel chez Duranty : la sobre élégance de Mérimée, l'analyse aiguë de Stendhal lui manquent. Son œuvre, toute en broussailles qu'elle soit, n'est pourtant pas négligeable. Malgré de graves défauts, malgré sa longueur et sa lourdeur insupportables, elle a des mérites qui lui auraient valu une meilleure fortune, si elle n'avait été écrasée, dès 1862, par *Madame Bovary* (1). A tout le moins relie-t-elle *Colomba* aux contes de Flaubert, aux nouvelles de Maupassant, à *Germinal*, et elle atteint parfois, dans ses pages les mieux venues, ce rude frémissement et cette émotion violente auxquels se plaisent les dilettantes des époques blasées.

Pierre TRAHARD.

Une TENTATIVE de COLONISATION en CORSE sous la Monarchie de Juillet

La fréquentation des archives réserve parfois des surprises curieuses. En fouillant celles du Bas-Rhin, il nous a été donné de découvrir un assez mince dossier portant ces simples mots : *Colons alsaciens en Corse* (2). Il m'a paru intéressant d'en secouer la poussière.

I. — *Négociations et premières difficultés.*

L'initiative d'une colonisation de certaines parties de la Corse par des cultivateurs alsaciens est due au préfet de la Corse, Jourdan du Var. C'était un homme d'énergie, entreprenant, ambitieux de développer économiquement le département insulaire à la tête duquel le gouvernement de Juillet l'avait placé.

Sur la côte occidentale et méridionale de l'île, les terres fertiles ne manquaient pas; elles étaient situées dans des régions que la malaria épargnait. Mais les bras faisaient défaut pour les défricher. Il pensa que les deux départements du Rhin seraient à même de les lui procurer. Parmi cette population alsacienne si nombreuse, qui, chaque année, fournissait à l'émigration vers l'Amérique un contingent de quelques milliers d'individus solides et décidés, il trouverait certainement quelques familles désireuses de chercher fortune en Corse.

(1) Parue cinq ans auparavant.

(2) Archives du Bas-Rhin, M. Police générale : Emigration. 1827-18...

Le 11 août 1838, le préfet Jourdan entamait des négociations (1).

Il proposait, dans le cas où des familles seraient disposées à accepter ces propositions, de faire visiter les lieux à un représentant du groupe émigrant, afin qu'une entente pût s'établir préalablement.

Le préfet du Haut-Rhin fit une réponse évasive. Son collègue du Bas-Rhin s'empresse d'en écrire aux maires de son département : il voyait dans le projet un moyen d'arrêter « un peu » l'émigration vers l'Amérique.

Poursuivant ses démarches, le 18 août, le préfet de la Corse mettait le ministre de l'Intérieur dans la confidence et s'efforçait de le convaincre. Peupler la Corse davantage lui apparaissait comme l'élément primordial du développement économique de l'île (2).

Ces événements tumultueux s'étaient produits à propos de terres domaniales sur lesquelles les habitants prétendaient avoir des droits. En 1838, il s'agissait des terres appartenant aux communes et aux particuliers. Aucune agression n'était à redouter. Jourdan terminait son rapport en demandant qu'on accordât aux familles françaises qui viendraient en Corse les secours que le gouvernement de la Restauration avait accordés aux familles grecques émigrées en 1827.

En Alsace, le champ des négociations fut rapidement délimité ! Les pourparlers se bornèrent à un échange de correspondance entre le préfet du Bas-Rhin et le maire de Hochfelden, le sieur Achard, conseiller général du département. Le maire de Hochfelden, en homme politique, et d'accord en cela avec le préfet de la Corse, aurait voulu envoyer quelqu'un sur place pour prendre toutes les informations utiles. Mais le voyage était dispendieux, le temps pressait. Déjà il s'occupait de réunir une vingtaine de familles, « bien valides, avec un

(1) « Quelques communes, écrivait-il au préfet du Bas-Rhin, Sers, consentiraient à aliéner des terres qu'elles possèdent, soit moyennant le prix global, soit moyennant une redevance annuelle au profit des caisses municipales. La ville de Bonifacio offrirait pour le moment une terre dont la contenance est évaluée approximativement à 80 hectares d'une *qualité médiocre*. Elle serait susceptible de recevoir quarante familles, lesquelles, en cas d'insuffisance des 2 hectares accordés à chacune, trouveraient aux environs d'autres terres à exploiter. »

(2) « Je sens que cela devrait être l'affaire des capitalistes ; mais on a sur la Corse des préventions qui inspirent peu de confiance et j'avoue que ces préventions ne sont pas dénuées de tout fondement.

« La destruction des établissements faits à Coti et à Chiavari sous la domination génoise et de ceux qui avaient été commencés à Galeria avant la Révolution, ainsi que toutes les contrariétés opposées aux familles grecques de Cargèse, sont des antécédents propres à éloigner de la Corse. »

grand nombre d'enfants ». Ce faisant, il posait ses conditions dans une lettre au préfet du Bas-Rhin, en date du 5 novembre 1838 : les 80 hectares, près de Bonifacio, seraient concédés à titre gratuit ; dès l'arrivée des familles alsaciennes en Corse, la répartition des terres serait faite, non pas à parts égales par famille, mais selon le nombre des enfants et sur les bases qu'il aurait arrêtées avec elles avant le départ ; l'administration locale corse devrait fournir, contre un paiement très modéré, les moyens de construire des maisons, d'acheter du bétail et des instruments aratoires. Il concluait avec une prétention exagérée, on le verra : La ville de Bonifacio peut bien faire un sacrifice, surtout pour « avoir des colons tels que ceux de l'Alsace, et qu'elle profite de l'occasion ».

En possession de ces conditions, le conseil municipal de Bonifacio se réunit en séance extraordinaire, le 29 novembre 1838. A travers le papier jauni sur lequel figure encore le procès-verbal de cette séance mémorable, il nous a semblé voir transparaître un peu de l'émotion qui étreignait le cœur de ces braves conseillers corses, au moment de participer à une réunion qui devait, du moins ils l'espéraient, influencer heureusement sur les destinées de leur cité. Et voici ce qui fut décidé : « La commune accordait la concession gratuite pendant cinq années des quatre-vingts hectares situés sur les territoires de Ventilègne et de Serra dell'Oro. A partir de la sixième année, il serait passé un bail à ferme à long terme moyennant une redevance annuelle de dix francs par hectare. A l'échéance de ce bail, du reste renouvelable, les terrains seraient rendus tels qu'ils existaient, avec constructions, clôtures, etc., qui y auraient été faites, sans que ces améliorations puissent ouvrir quelque droit à indemnité. Au cas où ces conditions ne satisfieraient pas les Alsaciens, la commune offrait encore de leur vendre les quatre-vingts hectares, à prix d'expertise, avec un délai de cinq ans sans intérêt pour s'en acquitter. Les familles se partageraient les terres entre elles comme elles l'entendraient.

Mais la ville de Bonifacio ne pouvait faire davantage. Et le conseil municipal insistait sur ce point afin qu'il n'y eut pas d'équivoque. Il était désolé de ne pouvoir mettre aucune avance à la disposition des colons et « ne pouvait, à ce sujet, qu'implorer l'intervention du préfet auprès du gouvernement ». L'impossibilité d'avancer des fonds aux nouveaux venus allait être confirmée par le préfet de la Corse lui-même qui avouait à son collègue du Bas-Rhin que le numéraire était rare dans son département et les fortunes particulières minimes.

Le conseil municipal de Bonifacio assurait que les colons trouveraient protection, encouragement et facilité auprès des

Bonifaciens. Il demandait enfin que les Alsaciens professent la religion catholique.

La question religieuse bouleversa les dispositions prises par le maire de Hochfelden; il tourna ses batteries vers d'autres localités. Très vite, il réunit un nombre de familles égal à celui qu'il avait une première fois groupé. Les discours qu'il tenait alléchaient les nouveaux inscrits. Tous étaient enthousiastes. Certains, plus impatients, sans égard pour la saison qui paraissait trop avancée, voulaient partir sans délai. Le 14 mars 1839, inquiet de ce succès, le maire demanda au conseil municipal de Bonifacio de nouvelles précisions sur l'état matériel, économique et la salubrité des territoires concédés. Il était, du reste, fort optimiste. Si l'affaire réussit, confiait-il à son correspondant, en moins d'un an j'aurai cent familles.

Le 4 avril 1839, le maire de Bonifacio répondit à son questionnaire dans un sens très favorable. Il rassurait son collègue sur l'état sanitaire de la région de Bonifacio qui était excellent, annonçait que les communications, déjà faites, seraient encore améliorées par l'ouverture prochaine d'une route royale dont on préparait le tracé, que les matériaux de construction étaient en abondance et à proximité, apportait des données précises sur les prix des matériaux, des vivres, des bestiaux. Ainsi, les planches de sapin ayant 2 m. 50 \times 0,25 coûtaient 7 francs la douzaine; la chaux en poudre valait 1 fr. 50 le quintal métrique, les bœufs 100 francs, les vaches 50 francs, les chevaux 100 francs, les ânes 40 francs, le blé 2 francs le décalitre, l'orge 1 franc, le vin 15 centimes le litre, le lard ou la viande de porc salé 0 fr. 80. Il indiquait que les colons devraient arriver entre le mois de mars et le mois de mai, afin de pouvoir préparer les travaux. Enfin, il était un point d'agriculture qui intéressait au premier chef le paysan alsacien : le jardinage. Le maire de Bonifacio affirma que le pays se prêtait à ce genre de culture, mais que les indigènes ne s'en souciaient pas, ce qui expliquait la rareté des légumes. Cette innovation serait fort bien accueillie par la population : les Alsaciens trouveraient sur place les semences nécessaires.

L'affaire paraissait bien amorcée. De part et d'autre, il y avait désir de s'entendre et d'aboutir. Les deux partis en présence avaient chacun l'attitude qui convenait à leur position respective : l'un, empressé, affable, disposé à aplanir toutes difficultés pour obtenir le succès, sans chercher d'ailleurs à présenter l'entreprise sous un angle trop beau; l'autre, plus pointilleux, se faisant d'autant plus désirer qu'il se sentait plus convoité.

Les choses allaient bon train. Au début d'avril, 18 familles

de Hochfelden, formant un ensemble de 88 personnes, étaient prêtes à partir, à la condition qu'on leur accordât des secours de route et de passage gratuit sur un bâtiment de l'Etat. Le 10, le préfet fit une démarche auprès du ministre de l'Intérieur pour obtenir cette faveur, afin de favoriser l'émigration dans des départements français. Malheureusement cette démarche, appuyée par celle du préfet de la Corse, n'eut aucun succès. Le ministre du Commerce, des Travaux publics et de l'Agriculture refusa toute avance et ne fit entrevoir la possibilité d'un dédommagement quelconque que si cet essai de colonisation réussissait. Le projet du préfet de la Corse lui apparaissait d'ailleurs comme chimérique. Au contraire, à la date du 16 mai, le ministre de l'Intérieur, peut-être par esprit de contradiction à l'égard de son collègue, accorda des secours de route et s'engagea à solliciter auprès de son collègue de la Marine le passage gratuit sur un navire de l'Etat.

Au moment où les premières difficultés se font jour se produit un fait nouveau. Le 17 mai, le conseil municipal d'Ajaccio, stimulé par les négociations qui se poursuivent entre Bonifacio et l'Alsace, entre en ligne. En effet, le préfet de la Corse s'est chargé d'éveiller son attention sur le bénéfice qu'il pourrait tirer d'une colonisation alsacienne. La commune d'Ajaccio a des territoires vastes et fertiles, mais inoccupés. Ajaccio renchérit sur les offres de Bonifacio. Il garantit à 20 familles alsaciennes la jouissance gratuite pendant 10 années de 169 hectares 67 ares 50 cent. situés au quartier des Sanguinari, point très salubre sur la côte, à trois lieues d'Ajaccio; à partir de la onzième année, les colons seraient astreints à une redevance annuelle de 4 francs par hectare.

Naturellement, les tergiversations de l'administration commencent à énerver les bonnes volontés. Des familles étaient prêtes à partir. Devant l'incertitude des secours de route, elles y renoncent. Pourtant on compte encore 14 à 15 familles disposées à tenter la chance. Au reste, d'autres familles de Soufflenheim se font inscrire. Le préfet du Bas-Rhin suspend un instant tout préparatif, ne sachant rien de positif sur le passage gratuit des colons sur un bâtiment de l'Etat. Le 14 juin, le maire de Hochfelden annonce qu'il a pu réunir 20 familles formant un total de 125 personnes : il aurait pu facilement en avoir 40 si la concession de Bonifacio avait été plus forte. L'empressement des Alsaciens à émigrer « l'épouvante ». La plupart vendaient leurs biens pour activer un départ qu'ils désiraient ardemment.

En Corse, le préfet s'ingénie à préparer un établissement enviable aux émigrants : il voudrait que les colons, à leur arrivée, trouvent déjà quelques baraques où s'installer. Il

recommande à son collègue du Bas-Rhin d'avancer le départ des émigrants ayant la profession de briquetiers, nécessaires pour confectionner des abris provisoires pour leurs compatriotes. Il lui sera facile de trouver du bois.

Il est un fait à noter : l'administration supérieure ne désarme pas. Le ministre de l'Agriculture et du Commerce engage le préfet de la Corse à établir dans son département des colons italiens. Mais le préfet Jourdan de se défendre, à la date du 9 juillet, dans une lettre au ministre de l'Intérieur : les ouvriers italiens ne viennent que pendant les travaux des champs, puis s'en vont. Du reste, la Corse est française et on doit chercher à y faire disparaître « tout ce que la population actuellement conserve de mœurs étrangères. C'est donc des Français que nous voulons y attirer et non des étrangers ». Pourquoi ne permettrait-on pas à l'*Etoile*, navire de l'Etat, de prendre les émigrants à Toulon?

Décidément, les obstacles s'accumulent : le ministre de la Marine refuse le passage gratuit sur un bâtiment de l'Etat, celui des Finances s'oppose à leur transport gratuit sur les bateaux-poste. Seul, le ministre de l'Intérieur conseille et aide. Le 20 juillet, il accorde transport gratuit et secours de route et recommande au préfet de la Corse d'obtenir une réduction de la compagnie de navigation de Toulon qui dessert la Corse.

Le 17 septembre 1839, le maire de Hochfelden adresse au préfet du Bas-Rhin la liste de 23 familles décidées à partir. La majorité des chefs de famille y figure avec la profession de cultivateurs. Elles se décideront pour Bonifacio ou Ajaccio sur place et après examen des lieux. Le 20, 11 familles de Soufflenheim, au total 66 personnes, obtinrent des passeports avec secours de route pour 3 personnes par famille. Leur situation de fortune est assez précaire. Les émigrants de Hochfelden ont au contraire assez d'argent pour se procurer tout le nécessaire. Les uns et les autres sont catholiques, mais ne parlent que l'allemand. Le préfet écrit à son collègue Jourdan, le 20 septembre, pour le prier de fixer l'emplacement où le nouveau village alsacien sera établi, de déterminer le nombre d'hectares à vendre à chaque famille, de diviser le terrain en lots et de les faire tirer au sort par les colons, suivant l'usage public en Alsace, quand les communes partagent leurs terres entre les habitants. Sur les instances du maire de Hochfelden qui trouve « impolitique » le principe adopté par le préfet de n'accorder des secours de route qu'à trois personnes par famille, le 4 octobre 1839, le ministre de l'Intérieur, toujours conciliant, en accorde à tous les membres de la famille, à titre exceptionnel, pour cette fois seulement. Le 9 octobre, les colons de Hochfelden quittent l'Alsace.

(A suivre.)

Félix PONTEIL.

UN PAMPHLET CÉLÈBRE

LE DISINGANNO

ATTORNO ALLA GUERRA DI CORSICA
de CURZIO TULLIANO.

Il y avait déjà huit ans, en 1737, que les Corses, soulevés contre la tyrannie génoise, s'efforçaient de conquérir la liberté. Leurs efforts s'étaient d'abord heurtés à une intervention des troupes impériales, sous les ordres du prince de Wurtemberg; il avait contraint les rebelles à accepter les lois que la République génoise avait bien voulu leur accorder. Les Impériaux partis, la guerre avait repris. Les Corses avaient espéré trouver un défenseur dans cet aventurier, le roi Théodore, baron de Neuhoff, qu'ils avaient cru riche, influent et habile. Mais voilà qu'à son tour la royauté française annonçait son projet de venir au secours, non des Corses martyrs, mais de leurs oppresseurs. Tous les espoirs qu'on avait pu fonder sur une indépendance prochaine s'évanouissaient; le dépit excitait l'indignation des véritables patriotes et en particulier des Corses exilés à Livourne et à Rome.

Ils suivaient avec anxiété les événements de l'île, encourageaient leurs compatriotes à la résistance et applaudissaient aux projets de Théodore. L'un de ces exilés était l'abbé Mathieu Natali, originaire d'Oletta, connu dans l'histoire comme chanoine, auditeur du cardinal Feroni, plus tard comme évêque de Tivoli. Dans l'excès de son exaltation contre la bonne fortune des Génois, qui trouvaient des soutiens aussi puissants que l'Empereur et le roi de France, il se mit à rédiger un opuscule, destiné à la célébrité, et qui tendait à montrer que la révolte corse était « honorable, pieuse, utile, juste et nécessaire »; qu'elle méritait la sympathie des princes de l'Europe, enfin que les crimes des Génois, odieux et répétés, ne pouvaient que leur valoir la haine des chrétiens.

Ce livre avait pour titre : *Discussion relative à la guerre de Corse*, ou plutôt : *Justification de la Corse* (1). L'auteur adoptait un pseudonyme et se disait Curzio Tulliano, corse. Mais ses emprunts théologiques, ses citations latines prises dans l'histoire sainte, ses raisonnements juridiques, joints à l'antipathie qu'il avait toujours témoignée à la République,

(1) *Disinganno attorno alla guerra di Corsica ovvero Corsica giustificata.*

firent que les soupçons ne devaient pas tarder à se porter sur Natali. Celui-ci avait communiqué son ouvrage à l'abbé Salvini, qui allait être aussi un pamphlétaire célèbre et résidait alors au couvent des Jésuites de Livourne. Il se chargea de le faire passer en Corse. Nous savons comment il s'y prit par le récit détaillé que l'abbé Rostini nous a fait et que voici :

« Dès qu'il eut (Rostini) débarqué à Livourne, les patriotes allèrent le trouver et lui demandèrent avec empressement des nouvelles de la patrie. Salvini, plus impatient, lui réclama un entretien particulier dans lequel il le pria de se charger, à son retour à Bastia, d'un bâton de religieux. Ce bâton, creux à l'intérieur, devait renfermer beaucoup d'avis salutaires et un surtout fort important; ils étaient tous adressés au chanoine Orticoni qui devait les communiquer aux chefs. A ce moment avait paru pour la première fois le « Curzio Tulliano », savant ouvrage digne de la plume du chanoine Natali, auquel l'auteur avait voulu donner l'importance d'un manifeste... Ce petit livre rencontra une approbation générale en Europe. Avec ce Curzio baptisé sermon, avec le bâton baptisé longue-vue, et aussi avec un chiffre pour correspondre avec Salvini à Livourne, Rostini partit pour Bastia, d'où il fit parvenir le tout au chanoine Orticoni par l'intermédiaire du père Dionisio, gardien du couvent de Lucciana. Le Commissaire génois mit quinze jours à découvrir le Curzio, qui faillit attirer d'ailleurs à l'abbé Rostini de grands désagréments » (1).

La République parut touchée au vif par une polémique qui prenait un caractère théologique et juridique. Elle chargea l'un des siens de répondre par la plume à cet acte d'accusation. Ce contradicteur fut l'évêque de Sagone, le moine Giustiniani, « qui reçut en récompense l'évêché plus riche de Vintimille ». Le titre du nouveau livre fut : *Réponse à un fameux libelle qui a pour titre Disinganno*. L'abbé Ambroise Rossi, qui le cite dans sa *Géographie*, s'étonne qu'un évêque ait employé un style, sans doute concis et châtié, mais passionné, agressif même, car les expressions et les remarques dénotent plus que de la vivacité, mais même de la haine.

En même temps, le Sénat génois mettait en campagne ses espions pour découvrir la personne que cachait le nom de Curzio Tulliano, insulaire assez audacieux pour jeter le doute sur les droits légitimes de la République en Corse et fournir aux adversaires de son occupation des arguments si solides.

(1) Cf. *Mémoires* de l'abbé Rostini, texte revu par les frères Lucciana et traduit par l'abbé Letteron; 2 vol. publiés par la Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse en 1882. Tome II, p. 261.

Ses soupçons se portèrent bientôt sur Natali, qui dès lors fut en butte à la haine spéciale du gouvernement ligure. Cela fit que, dès lors, tous les autres pamphlets à forme juridique lui furent attribués. Tel fut l'imprimé, reproduit en trois langues, italienne, française et allemande, qui fut répandu au cours de l'année 1743. Comme le *Disinganno*, il montrait que la révolte était légitime, louable et juste; que l'élection de Théodore comme roi de Corse avait été libre, valable et régulière; que les peuples de l'île lui devaient en conséquence obéissance, conformément au droit naturel, divin et humain; quel grand avantage, enfin, l'île retirerait de la présence d'un prince sur son territoire.

Les deux premiers chapitres de cette dissertation contenaient des preuves et des arguments qui étaient sans réplique. Ils inquiétèrent le Sénat, car ils étaient de nature à entraîner la conviction. Quant au troisième chapitre, destiné à défendre la légitimité de l'avènement de Théodore et son droit à céder, à vendre, à aliéner à son gré son royaume de Corse, il manquait de solidité, puisque les promesses dont son élection avait été précédée n'avaient pas été tenues.

Ce libelle eut, paraît-il, un gros retentissement, surtout chez les deux nations génoise et corse, alors en voie d'accommodement. Ce fut le début d'une guerre cruelle de pamphlets et d'injures, au cours de laquelle l'anonymat fut toujours conservé par les belligérants. Elle devait aboutir au plus célèbre ouvrage de cette littérature, au plus éloquent, au plus persuasif aussi : la *Giustificazione della Rivoluzione di Corsica*, que les Génois s'ingénierent à critiquer (1).

L'abbé A. Rossi déclare que Natali fut accusé d'avoir rédigé le nouvel imprimé. On le savait en effet dévoué à Théodore qui était, à ses yeux, seul capable de chasser les Génois de sa patrie; de plus, certaines phrases de son *Disinganno* s'y trouvaient reproduites. Enfin, il habitait la ville de Rome, d'où partaient les nouvelles accusations, et on lui prêtait les paroles suivantes, qui prouvaient son hostilité à tout accord corso-génois : « Si jamais les secours en armes et en argent
« que le continent envoie en Corse nous étaient confirmés,
« j'espère qu'ils serviraient de digue à cette mer de honte
« et de misères qui risque d'inonder ma patrie le jour d'un
« accord; mais je crains fort que les secours espérés n'arrivent en Corse qu'après l'ignominieuse capitulation » (2).

(1) Elle parut au temps de Paoli et eut trois éditions successives. La plus belle, chef-d'œuvre de la typographie insulaire, est datée de 1764 et due à Batini, imprimeur à Corte.

(2) Cf. *Osservazioni storiche sopra la Corsica* de l'abbé A. Rossi, livre VIII, p. 270, année 1743. Publiées par la Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse, de 1895 à 1906.

La haine des Gênois contre l'abbé Natali, quoique injustifiée, semble-t-il, pour ce second pamphlet, en fut ainsi accrue. Elle les prédisposa à accuser cet ecclésiastique de tous les écrits qui étaient publiés contre eux. En 1753, on en connut un autre qui avait pour titre : *la Patrie bannie*. Le thème en était : « Il faut rompre tout pour parler avec la République, reprendre les armes et mener contre elle une guerre acharnée, jusqu'au jour où sa domination aura disparu de l'île » (1). Le Commissaire de Calvi, Joseph-Marie Mambilla, à qui un exemplaire fut remis, l'envoya à Gênes, en insistant sur l'effet désastreux qu'il avait produit, surtout en Balagne, et il ajouta : « Un peu de poison pourrait faire taire cette langue de vipère qui s'agite à Rome et se fait entendre en Corse. Il semble que ce soit celle du fameux abbé Natali, et c'est lui qui nous envoie ces infâmes écrits jusqu'en Balagne. »

Cette insinuation aux Collèges génois devait avoir une suite. Ce fut la tentative d'assassinat dirigée contre l'ecclésiastique, à Rome même, par un agent de Gênes, après qu'on lui eût prêté (on ne prête qu'aux riches) le projet d'aliéner la Corse aux Chevaliers de Malte en 1754, puis celui d'obtenir du pape un visiteur apostolique pour la Corse, en 1756. L'assassinat était, on le sait, dans la manière du gouvernement ligure, comme en font foi Sampieru, le plus illustre exemple, et Fabiani de Balagne, au XVIII^e siècle, exemple moins connu, quoique aussi certain. Voici en quels termes l'abbé Rossi raconte dans ses *Osservazioni* l'attentat contre Natali (2) :

Joseph-Marie-Bruni Casale, qui mourut abbé d'Olmeto, entendit, un soir d'hiver de l'année 1757, dans un café de Rome, la conversation suivante : « La République compte se débarrasser de l'auteur du *Disinganno* ; deux assassins sont déjà en route dans ce but ». Il courut d'une traite chez ledit Natali, auditeur à cette époque du cardinal Feroni, et l'en prévint. Il ajouta qu'il ferait bien de ne jamais se trouver dehors pendant la nuit et de n'aller en promenade que sur la grande route, bien entouré de patriotes. L'intéressé s'y engagea. Or, le 20 avril, dans la soirée, il revenait de promenade, quand sonna l'Angelus. Chacun se dépêchait d'aller présenter ses hommages à la Vierge Marie, quand un carrosse sortit du porche des Jésuites. Les promeneurs se reculèrent jusqu'à la muraille pour le laisser passer, mais, arrivée à leur hauteur, la voiture s'arrêta ; un homme vêtu de blanc et debout par derrière, comme s'y tiennent les laquais, se jeta à terre, courut

(1) *Osservazioni storiche*, X, 59-60. Ouvrage cité.

(2) *Idem.*, X, 114-5.

vers l'abbé Natali et le frappa d'un coup de stylet, sous le sternum. Le blessé poussa ce cri : « Je suis mort », et se mit aussitôt à cracher du sang. Il ne devait pas d'ailleurs succomber.

Le meurtrier remonta en toute hâte derrière la voiture qui s'éloigna de toute la vitesse de ses chevaux ; un officier corse, qui accompagnait Natali, tira son épée et la poursuivit en vain en criant : « Au meurtre ! à l'assassin ! » On croit que le coupable fut déposé loin de Rome. Il arriva sain et sauf à Piombino, y trouva un bateau génois, obligea le patron à lever l'ancre au nom de la République, débarqua à Gênes, alla trouver le chancelier et en reçut 100 ducats génois. Le doge, qui était alors de la famille Brignole, lui fit allouer 40 livres par mois.

Le soir même du meurtre, le gouvernement pontifical alerta la police et l'ordre fut donné d'arrêter tous les courriers et de lire leurs dépêches, afin de découvrir le coupable. Le courrier génois était le premier visé, car la rumeur publique accusait ouvertement Gênes. Mais le pape refusa de sanctionner ces ordres.

Or, l'assassin était un Ambrosini d'Algaiola qu'un Génois du nom de Romanino avait séduit par la promesse d'une récompense de la République et du grade d'officier. On lui laissa croire que le coup aurait lieu en France, et il reçut un couteau effilé et pointu « comme la langue d'un oiseau », à manche recourbé. Les deux hommes obtinrent une audience du chancelier des inquisiteurs d'Etat qui leur remit de l'argent et leur recommanda d'agir vite et bien. Mais, au lieu de gagner la France, ils partirent pour Rome. Ambrosini cachait le poignard dans les plis de son vêtement, du côté droit, surveillé de près par Romanino, qui changeait d'hôtellerie à tout instant pour dépister la surveillance. L'assassin se fit montrer la future victime et essaya, sans y parvenir, de la surprendre pendant la nuit, jusqu'à ce qu'enfin le coup réussit, le 20 avril.

Après s'être sauvé et réfugié à Gênes, il alla se confesser, pour obtenir l'absolution, mais, il fut éconduit. Il s'en plaignit au susdit chancelier qui lui conseilla de se présenter devant un jésuite au service de la République, lequel fut moins intraitable. Par la suite, Ambrosini fut jeté en prison, sans qu'on sache pourquoi. Il y trouva le père Laurent Franceschi, soupçonné d'avoir pris part à la révolte corse, le prit pour confident et lui raconta sa faute. Jamais, affirma-t-il, il n'avait su que Natali était ecclésiastique ou Corse ; on le lui avait simplement signalé comme un ennemi acharné de la République. Il ajouta que si les Génois le punissaient pour ses nouveaux délits, il n'hésiterait pas à divulguer la mission qu'il avait

reçue et la raison de son crime, qu'on avait tenue soigneusement cachée. Ces déclarations furent rédigées, copiées et c'est cette transcription que l'abbé A. Rossi a découverte aux Archives d'Etat, sans qu'il ait pu savoir comment elle s'y trouvait.

En tout cas, le meurtre de l'abbé Natali fit beaucoup de bruit en Corse et Curzio Tulliano faillit payer de sa vie la gloire d'avoir conçu et rédigé l'ouvrage sur lequel, par la suite, devaient s'appuyer les patriotes corses, historiens et juristes, et la gloire aussi d'avoir tracé la voie à l'abbé Salvini. C'est la première fois que les révoltés corses avaient un plaidoyer éloquent, raisonné, plein de faits et de preuves, à mettre sous les yeux des princes de l'Europe. Il contribua grandement à donner aux rebelles la foi en leur cause ou à légitimer leur haine pour les Génois. Il est même curieux de trouver sous la plume du chanoine Natali de nombreux arguments que, plus tard, les « insurgents » américains allaient utiliser pour défendre leur droit vis-à-vis des Anglais. C'est sans doute que le siècle des Montesquieu, des Rousseau, des Beccaria, des Paoli, est aussi celui où l'idée du droit qu'ont les peuples à disposer d'eux-mêmes commence à se répandre et à persuader les hommes, avant l'apparition du *Contrat social*.

Nous avons donc pensé qu'il y aurait intérêt pour nos lecteurs à connaître un pamphlet difficile à trouver et que peu de bibliothèques possèdent. Nous en reproduisons ici les paragraphes les plus importants ou les plus expressifs, d'après une traduction qui fut imprimée à Amsterdam (1), dans un *Recueil d'actes, négociations, mémoires et traités*, depuis la paix d'Utrecht jusqu'à présent (1748), et publié par Rousset, conseiller extraordinaire et historiographe de S. A. S. Monseigneur le prince d'Orange et de Nassau, au tome XIX de son ouvrage. Le *Disinganno* remplit 123 pages de ce petit volume in-12. Le texte en est accompagné de notes, références, citations nombreuses, extraites des historiens grecs et latins, des pères de l'Eglise et des auteurs du Moyen âge. Nous faisons grâce aux lecteurs de cet appareil d'érudition un peu fastidieux, mais qui suffit à montrer la solidité des preuves sur lesquelles Curzio Tulliano entendait fonder son argumentation.

Le *Disinganno* est suivi de quelques autres pièces et lettres, telles que :

Réponse de G. J. B. à un Corse de ses amis, en Corse ;

Argument justificatif des motifs des Corses au sujet de leur entreprise contre la Sérénissime République de Gènes ;

(1) Chez Meynard Uytwerf, 1748 ; 495 pages.

Affaires de Gênes avec les Corses et avec les alliés ;

Le 14 juillet 1744, les Corses ont assemblé les États du royaume pour reconnaître leur Roi, Théodore de Neuhoft ;

Manifeste du roi de Sardaigne en faveur des peuples de l'île de Corse ;

Déclaration de S. M. T. Chrétienne au sujet des Corses ;

Remarques d'un noble du royaume de Corse sur les lettres patentes attribuées à la cour de Turin, datées du camp près de Casal, le 2 d'octobre 1745 (1).

A. AMBROSI-R.

L'OFFRANDE A CYRNOS ⁽²⁾

C'est le titre d'un livre dont la presse corse a peu ou prou parlé. Il méritait cependant d'être un peu mieux connu, car c'est une offrande pieuse que l'auteur a faite à une île qu'il a habitée, qu'il a parcourue, qu'il a aimée.

Quel touriste, d'ailleurs, pourrait la visiter sans en garder toujours le souvenir ému ? M. Marc Leclerc n'a pas échappé à l'attraction qu'exercent nos montagnes et notre climat insulaires. Son esprit d'observation a démêlé avec finesse nos vertus et nos défauts. Avec sympathie, il a chanté les unes ; il a souri sans méchanceté à l'évocation des autres. Car c'est en vers libres, faciles et légers, qu'il a décrit nos sites, peint nos paysages, loué nos habitudes, et toujours sans oublier la sympathie indulgente qu'on doit à ceux dont on a quelque temps partagé l'existence, dont on a apprécié l'hospitalité généreuse :

Car je suis de ceux-là qu'un peu de nostalgie
A ton enchantement garde toujours liés,
Et qui, d'avoir vécu quelque temps de ta vie,
Dans la suite des jours ne pourront t'oublier (3).

Tout le long de son livre, cette amitié sincère lui permet de voir et de comprendre ce que tant d'autres passants ont méconnu ou ignoré.

(1) Il faut ajouter que ce volume, bien précieux comme on le voit, me fut communiqué par M. A. Clavel, chercheur passionné et infatigable, amateur de toutes les publications corses, qui le dénicha par hasard chez un vieux bouquiniste de Paris.

La publication du *Disinganno* commencera dans le prochain numéro.

(2) Marc Leclerc : *L'offrande à Cyrnos*, in-12 carré de 158 pages. Édité par Paul Lefebvre, rue de Rennes, Paris, VI^e. Prix : 4 fr. 50.

(3) Page 12.

Parle-t-il de nos femmes qu'un journaliste, un jour, calomniait par bêtise, il les appelle :

Eternel orgueil de la race,
Ni la souplesse, ni la force
N'auront su te faire plier...
Et tout pareil est ton visage,
O Cynros splendide et sauvage,
A celui de tes filles sages
Qui passent devant moi, droites et sans rien voir,
Avec des fronts de marbre hermétiquement graves,
Sous le deuil éternel de leur *mezzaro* noir (1).

Visite-t-il nos villes? A Corte, il voit surtout son air de majesté s'alliant à la pauvreté et tout son passé de sauvage héroïsme

Qui nimbe son présent d'une austère splendeur (2).

Parle-t-il d'Ajaccio, il en dit la beauté :

La baie a des flots bleus comme un lac de féerie;
Tout le Campo dell'Or' est d'un vert de prairie,
Et la neige, au soleil, éclate en pierreries
Sur le sommet du Monte d'Or (3).

De Sartène « la farouche », il apprécie l'hospitalité :

J'ai vu fleurir partout la même courtoisie;
Chez les gens du commun ou de la bourgeoisie,...
J'ai *pinzutu* trouvé la même politesse...
Car l'hospitalité, cette vertu sacrée,
Plus que partout en Corse est ici révérée (4).
Il n'a pas oublié ton accueil, ô Sartène,
L'étranger qui venait des provinces lointaines,
Et qui, sous d'autres cieux, pense à ta bonne grâce
Autant qu'à la noblesse ancienne de ta race.

Nos paysages lui inspirent des accents presque nouveaux, après tant de descriptions, car il a le don, si souvent absent de l'âme du touriste, de sentir le charme de la nature. Qu'on relise cette description, à la fois réaliste et poétique, des Calanques :

Un chaos prestigieux
De rocs sanglants qui s'élancent,
Acérés comme des lances
Pour assaillir le soleil.
Haut brandis comme des lames,
Dentelés comme des flammes,
Des milliers de blocs vermeils
Brûlent ainsi que des torches.
Voici d'étranges palais,
Des escaliers et des porches

Brodés de rubis-balais,
Des portiques de sanguine,
Des tourelles de métal
Incrusté de cornalines.
Silhouettes chimériques,
Profils apocalyptiques
D'énormes Titans blessés ;
Guivres, dragons, hippogriffes,
Lions cabrés dont les griffes
Semblent menacer les cieux (1)...

Mais il faut savoir résister au plaisir de citer tout ce qui plaît. Bien des choses, en tout cas, m'ont séduit dans ce livre d'un poète qui aime notre pays et ses habitants, qui sait par-dessus tout éviter la banalité dans ses descriptions ou ses tableaux. Le modèle du genre, on le trouvera dans celui du marché d'Ajaccio, ou même de Bastia :

Notre regard s'émerveille
De rencontrer de l'or dans tous les coins :
Or soyeux des oignons, or vif des coings ;
Or assourdi des jujubes, dans les corbeilles
Dont les roseaux d'or fleuront le maquis ;
Or incandescent des kakis...
Or très pâle des céleris,
Ors nuancés des courges et des pommes ;
Or éclatant des potirons
Tout vernissés de laques et de gommages ;
Or vert des citrons
Or rutilant des mandarines,
Des oranges et des sanguines (2).

C'est dans la même note que sont les poésies sur les *Tramways* de Bastia, ou le *Libeccio* « cataclysmal, qui, du sommet du Pigno, tombe vertical » (3).

En résumé, livre agréable, sympathique, dont je conseille la lecture à mes amis, sans crainte de leur préparer une déception. Les poèmes de Marc Leclerc, l'ouvrage du docteur Aurenche nous montrent que, désormais, les continentaux qui sont nos hôtes et qui jugent sans parti-pris sont plus équitables à l'égard des Corses. Ils nous font espérer que l'ère des détracteurs est close.

A. A.

(1) P. 42 et 43.

(2) P. 64. — (3) P. 104.

LA CORSE ÉCONOMIQUE

Son passé — Sa détresse — Ses richesses naturelles
Ses aspirations

(Suite et fin)

IV. — Ses aspirations.

— Nous allons essayer de définir ses aspirations, leur force et leur légitimité.

1° *Concentration des efforts et des moyens.* — Seuls, avons-nous dit, le travail et le capital font défaut à la Corse. Le jour où on aura réalisé leur collaboration intime et complète avec le premier facteur de la production : « la nature », le problème corse sera résolu. C'est donc vers la recherche et la réalisation de cette collaboration que doivent tendre tous les efforts.

Pour arriver au résultat désirable, il y a quantité de questions à résoudre. Ces questions présentent entre elles des relations connexes et même le plus souvent corrélatives. Peut-on concevoir, en effet, le développement de l'industrie et de l'agriculture sans assainir les plaines fertiles, sans arrêter le glissement des terres hautes vers les embouchures, sans empêcher le tarissement des sources, sans régulariser et exploiter les cours d'eau!... Et alors il faut à tout prix enrayer le déboisement et reboiser aussitôt les pentes et surtout les crêtes supérieures qui couronnent les bassins de réception des rivières!... Qui pourrait garantir le succès des travaux de reboisement sans la suppression préalable des incendies et de la divagation des animaux? Mais comment avoir raison de ces deux lèpres qui rongent le pays sans donner au cheptel les pâturages artificiels dont il a absolument besoin?...

Les données du problème corse présentent donc ceci de particulier qu'ils sont dépendants les uns des autres. On ne peut traiter ceux-ci sans résoudre ceux-là, sauf à compromettre le succès de l'ensemble. Par conséquent, il importe, avant de s'engager dans les détails de l'exécution, d'élaborer un plan complet de mise en valeur de l'île, plan qui doit être basé non sur de trompeuses apparences d'urgence, mais bien sur les lois qui commandent les phénomènes économiques dont les Corses et leur pays sont dépendants. D'où nécessité d'un organe capable de concevoir les difficultés, de les étudier et de les attaquer de tous les côtés à la fois. Unité de conception, unité d'action, tels sont les deux problèmes qu'il im-

porte de résoudre préalablement à tous les autres ! Les différents services administratifs, tels qu'ils sont organisés, ne répondent pas à ce double et impérieux besoin. Ne travaillent-ils pas chacun dans son compartiment particulier, sans entente, sans cohésion, sans but large et bien défini. Ils auront beau tenter des efforts isolés, ils n'aboutiront jamais qu'à cette détestable chose : le palliatif, c'est-à-dire, en dernière analyse, le gaspillage du travail et du capital.

Enfin, on se souviendra que la condition *sine qua non* à laquelle est attaché le progrès économique de la Corse est contenue dans cette formule : « argent, célérité, méthode ». Comme en mécanique, la masse des efforts et leur vitesse assureront ce succès. Le système des petits paquets doit donc être abandonné.

2° *Amélioration de la force productive de l'homme.* — La race corse n'est pas paresseuse ! Elle est riche en énergie, en ambition et en volonté. Et cependant sa force productive est des plus médiocres. L'exposé que nous avons fait de ses misères passées et présentes nous en fournit l'explication. La population insulaire est parfois minée par la tuberculose et plus souvent empoisonnée par le paludisme. Tuberculeux et paludéens sont incapables de travailler et de produire. Que l'on combatte donc ces deux redoutables épidémies et la valeur physique de la race et avec elle sa force productive seront améliorées sensiblement. D'autre part, le Corse, chez lui, n'est pas intellectuellement et moralement préparé à la lutte pour l'existence. Il n'a à sa disposition que son intelligence et sa volonté. Par l'enseignement, la propagande, la vulgarisation, on peut facilement compléter ses dispositions naturelles. La création des écoles techniques et professionnelles, premier pas essayé dans cette voie, répond bien au besoin urgent de supprimer, en matière économique, l'ignorance et la routine, ces deux autres fléaux de la Corse. Enfin, jusqu'ici, le Corse a déserté son pays parce qu'il a très bien compris qu'il ne pouvait y satisfaire le désir de jouissance qui pousse l'homme à la production. A cause de l'abandon dont l'île était victime, rien ne lui permettait d'escompter le bénéfice d'avantages à naître de ses efforts. Il était naturel que la balance penchât du côté de l'émigration. Il faut donc améliorer le sort du travailleur et du propriétaire corse. On peut y arriver en les guidant et en les soutenant dans leurs efforts, en leur assurant des débouchés et en facilitant l'écoulement de leurs produits.

3° *Amélioration du milieu physique.* — Jusqu'ici, les CorSES n'ont eu ni les moyens ni le temps de faire sentir leur action sur le milieu physique. Il faudra leur apprendre non

seulement à s'y adapter de leur mieux, mais encore à le modifier et à l'améliorer. Qu'ils améliorent les conditions de vie et de travail par des drainages, des assèchements, des irrigations, des adductions d'eau potable dans les plaines chaudes et fertiles et ils pourront les exploiter tout à leur aise; qu'ils aménagent des pâturages pour les troupeaux, qu'ils arrêtent le déboisement et reboisent leurs montagnes et ils modifieront heureusement la situation climatérique de l'île en ramenant l'harmonie entre la montagne et la plaine; qu'ils fertilisent leur sol par des apports d'engrais et de substances chimiques; qu'ils cherchent à suppléer à leur faiblesse en utilisant les forces naturelles : cours d'eau, chutes, etc..., et ils obtiendront des résultats merveilleux!... Cette amélioration du milieu physique s'impose. Elle sera la clé de voûte de toute l'œuvre de mise en valeur du pays.

4° *Développement de l'industrie agricole.* — On sait que dans l'industrie agricole l'action de l'homme collabore avec la nature. En améliorant celle-ci et celle-là on provoquera le développement des richesses insulaires. Mais on ne perdra pas de vue que l'aménagement pastoral doit être à la base de toutes les tentatives de reboisement, d'assainissement et de mise en valeur de l'île. Le jour où on aura amélioré les 60.000 hectares de pâturages existants et aménagé 90.000 autres hectares de prairies artificielles (1), l'élevage et l'industrie laitière doubleront de rendement. Par ailleurs, on supprimera du même coup les incendies et le vagabondage des animaux. Alors on pourra songer à développer les cultures, notamment celles des tabacs, des fleurs, des primeurs et des céréales. Sans compter, en outre, que la sylviculture et l'arboriculture pourront apporter un surcroît de richesses. C'est ainsi que l'on pourra envisager la possibilité de donner à la Corse 114.000 hectares de forêts nouvelles devant « surtout couronner les hauteurs des bassins de réception des rivières » (2). De la sorte, on atteindrait, à la longue, le coefficient normal de boisement, soit le tiers de la superficie totale.

5° *Développement des industries extractives.* — En ramenant ainsi l'harmonie entre la montagne et la plaine, on doit provoquer un développement parallèle de la faune insulaire. Chasseurs et pêcheurs pourront livrer à la consommation des quantités plus importantes de gibier et de poisson. L'industrie hôtelière pourra s'en alimenter à la grande satisfaction des touristes. A ce sujet, il conviendra de suivre les conseils de

(1) D'après L. Girod-Genet, *Le problème sylvo-pastoral*.

(2) Lucien Girod-Genet, *Le problème sylvo-pastoral*.

M. L. Girod-Genet en réalisant l'empoisonnement des rivières.

Quant aux richesses minières et minérales que nous avons signalées, il faudra les exploiter. Seules des sociétés bien outillées pourront tirer de l'île tous les bénéfices possibles. Que les pouvoirs publics attirent en Corse les initiatives et les capitaux nécessaires et l'île connaîtra une prospérité peu commune.

Pour le tourisme, les villes d'eaux et les sanatoria, tout est également à faire. Si on prend soin de développer ces industries parallèlement aux autres, on ne tardera pas à atteindre dans cette voie des résultats remarquables. Là encore, des sociétés seront seules capables de rendre tous les services désirables.

6° *Développement des industries manufacturières.* — Nous pourrions, avec de la volonté et dans un avenir rapproché, assister à leur éclosion. Il y a des études à faire, des plans à dresser, des initiatives à prendre, des méthodes à adopter; il y a ensuite des usines à construire, par conséquent des capitaux à engager. Les importantes et multiples richesses que Cynnos cache dans ses flancs quelquefois, et dont elle se pare souvent, justifient les plus grands espoirs. Qui songerait à nier que des scieries, des papeteries; des fabriques de pipes et d'ameublement, des tanneries et des maroquineries, des huileries, des confiseries, des confitureries, des distilleries, des magnaneries, etc..., etc..., pourraient prospérer en Corse!...

7° *Développement de l'industrie commerciale.* — Elle est à organiser et à outiller. Il faut se hâter de le faire, de lui donner de l'impulsion et de la vie. Rechercher une plus grande circulation des traites, ouvrir des foires et des expositions plus nombreuses, créer des halles, des dépôts pour recevoir les différentes productions, avoir des marchés et des débouchés pour l'écoulement normal des marchandises, etc..., tels sont les premiers pas à faire. Ils auront sur l'essor économique de l'île une heureuse influence, comparable à celle de l'amélioration du milieu physique.

Par ailleurs, il conviendra de reviser le régime douanier dont la Corse est dotée. « A part certaines exceptions, ses envois sont atteints, à leur entrée sur le continent, de droits plus élevés que ceux qui sont payés par les marchandises étrangères de même espèce » (1). Ceci n'est pas fait, évidemment, pour favoriser le commerce et par conséquent la production insulaires.

(1) Rapport de M. Delanney citant M. Chaleil.

8° *Amélioration de l'industrie des transports.* — L'industrie des transports met les biens à la portée des besoins, facilite leur écoulement et par conséquent provoque et encourage leur production.

La Corse, avec ses 1.600 kilomètres de routes entretenues par l'Etat et ses 360 kilomètres environ de rail, a un réseau de circulation important, mais incomplet, inachevé. Des villages à peine distants d'un myriamètre à vol d'oiseau ne communiquent jamais entre eux. Il faut donner à la Corse plus de routes, plus de voies ferrées, des automobiles, des tramways pour le transport des menues marchandises et des personnes, des câbles aériens pour le transport des productions extractives.

Enfin, il sera bon de considérer que le monopole du trafic maritime entre l'île et le continent est une entrave sérieuse à la prospérité de celle-là. Reviser le cahier des charges de la Compagnie concessionnaire, au besoin lui accorder des subventions pour lui permettre de baisser ses tarifs, ou alors doter l'île d'une flotille de cargos de faible tonnage, tels sont les buts nécessaires à poursuivre dans l'amélioration des transports maritimes.

**

Puisque depuis des siècles et des siècles la Corse a été victime de calamités indépendantes de sa volonté, il est juste, équitable, humain, de lui venir en aide. Nous savons les difficultés financières de la France, nous connaissons la carence allemande!... Cependant, en y réfléchissant bien, la Corse mérite presque autant de sollicitude qu'un département dévasté. La République, attentive à tous les maux dont souffrent ses provinces dévastées, se souviendra que la royauté promettait, il y a cent cinquante ans, aide et assistance à la malheureuse Corse, depuis oubliée dans sa pauvreté.

Aide technique et financière surtout!... La France doit s'ingénier à la prodiguer sans plus tarder. Mais, pour que cette aide ne soit pas un vain gaspillage, elle doit avoir pour elle la masse et la vitesse.

En raison de l'originalité et de la complexité des problèmes corses, il sera indispensable aussi que l'île s'administre elle-même. Il faudra rechercher et obtenir cette décentralisation qu'un Président de la République lui-même laissait entrevoir il y a quelque temps. Ensuite, dans le cadre du département, la direction de tous les services appelés à coopérer à sa mise en valeur sera nécessairement centralisée dans une main experte et active.

Telles sont, en quelques mots, les grandes et légitimes aspirations de l'île de beauté, qui fut autrefois l'île des malheurs.

OR' ZALLA.

BIBLIOGRAPHIE

Nous signalons ici quelques nouveaux ouvrages relatifs à la Corse qui nous sont parvenus :

I. Les grandes régions de la France (description photographique avec notices géographiques) : *la Région méditerranéenne : le Languedoc et la Provence; la Corse*, 61 planches et 3 cartes, par M. DE MARTONNE, professeur de géographie à la Sorbonne (1).

Cet album est une petite merveille d'impression. La Corse y est représentée par de magnifiques gravures d'une netteté parfaite et d'un intérêt géographique incontestable. Elles sont accompagnées d'une explication sommaire mais savante. Ce sont : la baie de Bonifacio; la baie de Cargèse; les rochers granitiques à « tafoni » de Roccapina; un bloc de granite évidé près de Roccapina; les « tafoni » à forme étrange; panorama sur le golfe de Porto et les calanques de Pianu; embouchure du Liamone; la châtaigneraie, vallée d'Orezza, vue du Sud; Zicavo, village d'exposition; Ota et ses pitons granitiques; Evisa, village de châtaigneraie; la Spelunca, gorge de la rivière de Porto; débouché de la Spelunca et pont génois d'Ota; Corte, vieille ville forte au centre de la Corse; gorge de la Restonica; forêt de Valdoniello, haute vallée du Golo; le col de Vizzavona, au pied du mont d'Oro; vallée de Calasima et pic porphyrique de Paglia Orba; bergerie d'Asinao, sous l'Incudine; cimes du Monte d'Oro, sculptées de cirques glaciaires.

Une notice précède cette belle collection; ses paragraphes forment une étude géographique d'ensemble. Ce sont : la mer et la montagne; les côtes; le cap Corse et la châtaigneraie; le sillon central; enfin, les montagnes granitiques de l'Ouest, dont le développement, que nous reproduisons en partie ici, donnera l'idée du reste.

« Par la diversité de leurs roches et celle des directions orographiques, par la succession des zones de climat étagées sur leurs pentes qui montent presque jusqu'à l'altitude des neiges, les montagnes de l'Ouest sont la partie la plus variée de la Corse. Les restes de l'ancienne Tyrhénide ont été soulevés par un contre-coup du plissement alpin. Au quaternaire, des glaciers ont recouvert d'un large manteau le versant oriental de la chaîne, élargissant les vallées principales qui se montrent tapissées de roches moutonnées. Du monte Cinto (2710 m.) ils sont descendus jusqu'à 800 m., et ont étalé leurs moraines au pied du col de Vergio; le monte Rotondo (2625 m.), comme le monte d'Oro (2391 m.), sont rongés par les cirques où se formaient les névés. On est ici dans la plus haute région de Corse qui s'abaisse vers le Sud-Est avec les coupoles moins hardies de l'Incudine (2136 m.).

« Dans ce monde de hauteurs alpines il n'est pas aisé de pénétrer. Les rivières qui y naissent se précipitent, pour atteindre le fond des golfes, dans les gorges entaillant profondément le bord de la montagne granitique. Ces canions grandioses, comme la *Scala Santa Regina* du Golo, les gorges du Tavignano et du Vecchio, où le fleuve dégringole de 600 mètres sur 6 kilomètres, celles du Prunelli, du Liamone en aval de Vico, ou la Spelunca de Porto, presque impossibles à remonter avant les routes modernes, ont isolé longtemps

(1) Paris, Payot, 1925. Prix : 15 fr.

la région des vallées supérieures. Celles-ci formaient un monde séparé de climat plus rude, où les pâturages rendent possible l'élevage du gros bétail, où la forêt, au lieu des arbustes de maquis et du pin laricio, comporte les essences des Alpes moyennes : hêtres, fougères, pins et sapins. Le parler populaire a individualisé ces vallées des hauteurs, largement ouvertes, à fond plat, parfois tourbeux. Le bassin supérieur du Golo est le Niolo, en pente douce sur 12 kilomètres. Sur le Prunelli supérieur s'étale le bassin de Bastelica. »

Nous arrêtons ici la reproduction de la notice, dont nous tenions à montrer l'intérêt.

II. Sur les chemins de la Corse, par le docteur H. AURENCHÉ. In-8° de xx-316 pages, illustré de nombreuses gravures, avec couverture en couleurs (1).

M. Clavel a déjà signalé, dans le numéro précédent de la Revue, l'agrément et la beauté de ce livre. La presse parisienne l'a accueilli avec la plus vive sympathie. *La Liberté*, *Le Matin*, *L'Echo de Paris*, etc., lui ont consacré quelques lignes élogieuses. « Qu'il écrive du maquis, du pays des aigles ou du parfum de Corse, dit *L'Echo de Paris*, le docteur A. trouve toujours, sous sa plume, les mots qui dessinent et qui peignent; dans son esprit, l'anecdote qui anime et fait vivre, au milieu d'un paysage, l'âme de ceux qui l'habitent et lui donnent son sens pittoresque et humain. » *La Revue des Lectures* surenchérit encore : « Le docteur A. est un maître écrivain; son livre, au seul point de vue littéraire, est un livre splendide. Les adjectifs évocateurs, les mots qui font image, les descriptions, les anecdotes vivantes abondent dans ces pages... Tout conspire à faire la conquête du lecteur qui, d'un trait, parcourt tout l'ouvrage pour y revenir ensuite goûter à loisir le charme sans cesse renouvelé qu'en dégage chaque partie. Lisez seulement la description des Calanche (p. 78) ou celle de Porto-Vecchio (p. 165) ou tant d'autres encore... »

Il est certain que peu de livres méritent autant que celui-ci de figurer dans une bibliothèque corse. Nous avons eu le plaisir et l'orgueil de lui consacrer une préface. C'est assez dire le mérite que nous lui trouvons.

III. L'Annu Corsu de 1926 (2) est une autre publication qui fait honneur à ses auteurs, mes collègues ANTOINE BONIFACIO et PAUL ARRIGHI, en même temps qu'elle illustre la Corse. C'est la quatrième fois que les félibres corses ont le courage de composer cet almanach littéraire en dialecte corse et en langue française. Ils se sont encore surpassés. Ce sont 215 pages, petit in-8°, de comptes rendus ou de récits, en prose et en vers, sur beau papier couché, accompagnées de nombreux dessins, vues et portraits. Il serait difficile de donner une idée complète de ce que contient cette anthologie corse. Bornons-nous à en dire qu'on manquerait presque à un devoir patriotique en n'en faisant pas l'éloge.

S'il en était besoin, elle nous persuaderait de l'originalité, de la variété, de la « latinité » de notre dialecte. Nos compatriotes s'en rendront mieux compte par eux-mêmes. L'œuvre à laquelle Bonifacio et Arrighi se sont attelés est de celles dont la beauté et l'uti-

(1) Paris, Perrin. Prix : 15 fr.

(2) Prix : 5 fr. seulement. Le demander à la direction, 3, rue du Lycée, à Nice.

lité méritent tous les encouragements. Ils s'efforcent de réunir, d'après un plan éclectique et sur des bases scientifiques, les textes littéraires dont nous devons nous servir un jour pour fixer le dictionnaire, la syntaxe et la morphologie de notre langue insulaire. Ils sauvent de l'oubli nos poètes nationaux, nos écrivains du terroir ; ils poursuivent, malgré toutes sortes de difficultés matérielles et morales, ce projet régionaliste, le plus noble et le plus désintéressé de tous, qui consiste à sauver d'une perversion totale le langage de nos pères. Leur mérite est grand. Et nous engageons tous les lecteurs de cette Revue à leur donner une preuve d'estime et de gratitude par l'achat d'un ouvrage auquel nous souhaitons la plus grande diffusion et la plus durable périodicité. Nous recommandons simplement aux auteurs de ne pas écourter la partie dialectale, qui donne à leur Revue son véritable intérêt. Ils peuvent sans danger réduire et supprimer la partie française.

IV. **Napoléon posthume** est le titre d'un article curieux publié par le docteur FERNEL, dans la *Revue thérapeutique des Alcaloïdes*, en 1925 (1). L'auteur, auquel nous devons déjà une étude sur la *Névropathie de Napoléon, ses sautes d'humeur, ses tics, ses manies, ses crises et défaillances nerveuses*, passe en revue quelques particularités, peu connues, de l'autopsie pratiquée sur le cadavre de Napoléon I^{er}. Il cite d'abord quelques extraits des lettres du docteur anglais Shortt qui fut appelé au chevet de l'Empereur pendant les derniers mois de sa captivité et qui pratiqua ladite autopsie en présence de quelques confrères et d'Antommarchi. Shortt fut surpris « de trouver aussi peu d'altération dans sa physionomie ». Son visage exprimait la plus grande douleur et sérénité qu'on puisse imaginer. Il était couché sur un petit lit, entouré de sa suite. Il avait sur la tête un mouchoir de soie, qui rendait sa figure plus belle encore, et, comme il n'avait pas été au soleil depuis longtemps, son teint était parfaitement blanc. »

Le rapport de Shortt fut longuement commenté en Europe. Les uns tenaient pour l'empoisonnement, d'autres pour le cancer, quelques autres et parmi eux O'Meara, qui avait été à Sainte-Hélène, invoquant l'obésité de l'illustre malade, pour une maladie de foie. Mais un autre ajoutait que l'autopsie avait été mal faite, le procès-verbal mal rédigé, et qu'on ne pouvait rien dire sur le mal qui avait tué Napoléon.

Le docteur Fernel, prudemment, ne donne pas son opinion, mais il fait justice des bruits qui avaient couru sur la substitution d'un cœur de mouton au cœur impérial. Celui-ci aurait été dévoré par un rat sur la table d'autopsie. Le récit est fantastique et fait honneur à l'esprit inventif d'un publiciste. L'auteur ridiculise enfin l'information que publiait autrefois *Le Gaulois* sur la disparition de la dépouille impériale dans le cercueil qui avait été ramené aux Invalides ; il indique les précautions minutieuses avec lesquelles avait été exercée la surveillance de la précieuse relique « pour rassurer les âmes sensibles qu'auraient pu émouvoir les bruits mis à diverses reprises en circulation, dans un but trop facile à concevoir ».

V. Le « **Manualettù di a storia di Corsica** » (2), par J.-P. LUC-

(1) Paris, 9, rue Dieu. Abonnement : 5 fr.

(2) Brochure in-12 carré de 24 pages, imprimée chez Cordier et fils, à Bastia.

CIARDI, est un résumé très succinct de notre histoire insulaire. L'auteur, qui appartient à l'enseignement, n'a pas eu la prétention d'écrire un récit original. Plus simplement, il a voulu se servir du dialecte corse pour conter aux enfants de l'île les grandes actions de leurs ancêtres. C'est la première tentative de ce genre que nous connaissions. Elle était digne de celui qui s'est fait l'apôtre de l'enseignement du dialecte corse dans les écoles primaires de l'île et qui est un régionaliste aussi fervent qu'un félibre passionné.

A signaler également la brochure de M. P. FUMAROLI, directeur d'école, sur **Roglianu** (1), où il réunit beaucoup de renseignements historiques sur ce canton; les plus nombreux ont été puisés aux bonnes sources. L'auteur nous donne un heureux complément à l'excellente monographie de M. M. MARTINI, dans le *Bulletin de la Société des Sciences H. et N. de la Corse*, et au livre de M. C. PICCIONI, sur le Cap-Corse.

Une entreprise qui sera féconde en résultats mérite aussi une mention. Elle émane de cette Union générale des Corses, que préside si activement M. P.-O. Poli, et à laquelle nous devons déjà le *Livre d'or* des Corses pendant la grande guerre. Nous voulons parler de l'**Annuaire général des Corses** (2), rédigé par M. JEAN DORIA, trésorier de l'Union. Après une courte préface historique, signée du nom de notre confrère, le spirituel et sympathique M. Carabin, spécialiste des questions corses, après quelques pages de renseignements administratifs et touristiques, et l'indication des principaux journaux, revues et groupements corses, suit la liste par ordre alphabétique des Corses établis à Paris, en France et dans le monde entier. Ce premier annuaire n'a pas la prétention d'indiquer tous les insulaires remplissant une fonction sociale, économique, politique, intellectuelle ou autre. Il n'est, à la vérité, qu'une ébauche. On y trouvera beaucoup de lacunes. Mais le travail est déjà énorme et servira de base aux annuaires des années suivantes, incessamment corrigés et augmentés, suivant l'intention bien formelle de l'auteur. Il n'est pas besoin d'énumérer les services de tout genre que pourra rendre ce livre. Les liens qui se nouent facilement entre Corses, hors de la petite patrie, en seront resserrés et par ce répertoire leur solidarité en sera mieux affirmée. Mieux vaudrait cependant, au lieu d'une simple liste, grouper les insulaires par cités, par régions et même par professions.

Nous signalerons en terminant l'importance que prend le *Bulletin mensuel des Corses d'Indochine*. Celui que nous venons de recevoir (n° 15 de juillet-septembre 1925) est volumineux : il devient un recueil de toute la production littéraire relative à la Corse, en même temps qu'il reste un miroir de la vie corse en Cochinchine et au Cambodge, un exemple de ce que peut obtenir une solidarité bien comprise.

**

Au moment de mettre sous presse, nous recevons un exemplaire de la **Grammatichella corsa** (3), d'ANTOINE BONIFACIO. Nous en

(1) Brochure de 15 pages grand in-8°. Librairie Cordier, Bastia, 1925.

(2) Brochure de 200 pages petit in-8°, en vente chez l'auteur, 47, rue de la Tour, Paris (xvi^e). Prix : 10 fr.

(3) *A prima Grammatichella corsa*, 3^e volume de la Biblioteca corsa diretta da Paulu Arrighi, brochure in-8° de 58 pages, imprimée à Bastia, chez Piaggi. Prix : 3 fr. par poste.

parlerons dans notre prochain numéro, non sans plaisir, car cette publication d'un des auteurs de l'*Annu Corsu* inaugure heureusement l'année 1926 et était attendue avec impatience par tous les régionalistes.

NOUVELLES en quelques lignes

Une communication de l'administration des Douanes nous apprend que le trafic du port de Bastia a sensiblement augmenté au cours de l'année 1925. Le nombre des navires entrés et sortis est passé de 1.127 à 1.303; leur jauge totale est montée de :

485.315 tonnes à 524.888,

soit un excédent de 39.573 tonnes. Le tonnage des marchandises s'est élevé à 98.234 tonnes, soit une augmentation de 14.424 tonnes. Quant au nombre des voyageurs, il a été de 79.148 en 1925 contre 70.036 en 1924. Ces chiffres montrent l'accroissement indéniable de l'activité économique, donc du travail insulaire. Bastia a exporté et importé en 1925 autant que toute la Corse en 1921, et c'est un indice heureux. La question corse est en voie de solution et elle serait plus rapide si les frais de transport étaient moins coûteux. En veut-on une preuve ? Le transport d'une caisse de livres de 63 kilos a coûté en 1925 : 72 francs !!! de Bastia à Paris.

✂

On vient d'inaugurer un service direct entre la Corse, la Sardaigne et l'Italie. Initiative heureuse, qui créera entre les deux grandes îles tyrrhéniennes, dont les affinités géographiques sont évidentes et les souvenirs historiques si souvent communs, des relations économiques qui profiteront à l'une et à l'autre. On peut appartenir à des patries différentes sans renoncer pour cela à une solidarité que les intérêts matériels maintiennent.

Le vapeur *Argentino*, de la Compagnie sarde, effectuera le voyage en partant de la Maddalena pour faire escale à Bonifacio, à Bastia, et arriver à Civita-Vecchia le surlendemain matin. Les prix sont modérés : du port de Sardaigne à celui d'Italie : en seconde : 85 fr. 30; en troisième : 33 fr. 10.

✂

L'Etat, qui exploite en régie les services de paquebots de la Compagnie Fraissinet, vient de fixer les nouveaux tarifs exigés des passagers à destination ou revenant de la Corse. On y voit qu'un voyage en 1^{re} classe de Bastia à Marseille coûtera désormais 140 francs par le bateau rapide et 94 fr. 50 en seconde, mais qu'il ne coûtera que 113 fr. et 75 fr. par Ajaccio. En revanche, les tarifs par Nice ont été légèrement réduits pour la seconde classe : 47 fr. au lieu de 60 fr. Les passagers de pont paieront désormais 26 fr. pour Nice, 30 fr. pour Marseille.

Ces augmentations sont atténuées par des réductions en faveur des familles nombreuses (30 à 70 pour 100) et le rétablissement des billets d'aller et retour. Il n'en reste pas moins qu'on s'éloigne de plus en plus de la solution tant désirée par les patriotes corses : une

réduction progressive des tarifs de transport entre l'île et le continent pour favoriser le développement économique, souder plus fortement les intérêts matériels des deux Frances insulaire et continentale et franciser la Corse encore plus fortement.



Une bonne nouvelle nous parvient qui atténue un peu la mauvaise impression produite par la précédente. Sur l'insistance de M. Landry, la Compagnie Fraissinet et la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. se sont mises d'accord pour réaccepter l'envoi de Corse sur le continent des colis postaux agricoles. L'agriculture insulaire, de laquelle dépend, quoiqu'on paraisse l'oublier, tout l'avenir économique du pays, peut tirer le parti le plus heureux de cette institution; son application devrait contribuer à l'écoulement plus rapide des produits de la terre corse, que l'agriculteur, trop souvent, se plaint de ne pouvoir pas vendre.



Une des questions qui ont le plus préoccupé le Gouvernement français, au lendemain même de l'acquisition de la Corse, est celle de la répression des délits champêtres. Marbeuf édicta contre ceux qui se rendaient coupables de dévastations de récoltes de nombreuses mesures. Sous Napoléon III, le ministre de Casabianca fit promulguer une loi du 22 juin 1854 interdisant le libre parcours dans l'île et la vaine pâture; il voulait mettre un terme à de nombreux délits ruraux. Il a fallu cependant que, ces temps derniers (14 décembre 1925), le procureur général de la Corse envoyât à tous les parquets de l'île une circulaire tendant à une répression plus énergique des délits qu'entraîne ce mode de pâture « véritable fléau pour les propriétaires et les cultivateurs ». Souhaitons que les nouvelles instructions, réelle codification des circulaires antérieures relatives à cet objet, aient un meilleur sort. Le progrès économique de la Corse en dépend pour une grande part.



A signaler une intéressante discussion engagée à la Chambre des députés, le 7 décembre 1925, sur le programme d'assainissement de la Corse, à l'occasion du chapitre 75 du budget du Ministère de l'Agriculture. Il s'agissait de faire augmenter d'un million le crédit de 2.613.000 francs prévu par le Gouvernement, et destiné à édifier une usine hydro-électrique sur le Golo (deux millions), à construire une canalisation d'eau potable dans la région de Solenzara (900.000 fr.) et à achever les travaux d'assainissement de la Casinca (800.000 fr.). Les parlementaires de la Corse ont, à ce propos, rivalisé d'éloquence et montré, une fois de plus, la nécessité de poursuivre sans relâche les travaux prévus par une loi du 15 décembre 1911. L'idée d'une usine hydro-électrique sur le Golo est de celles dont la réalisation serait de nature à révolutionner la vie sociale et économique de l'île.



Le programme d'Enseignement technique prévu pour la Corse commence à recevoir un commencement d'exécution. L'Ecole nationale professionnelle, dont la construction a été décidée grâce à M. de Moro-Giafferri, n'était pas un rêve. M. Gadet, architecte, pro-

fesseur à l'Ecole nationale des Beaux-Arts de Paris, s'est rendu à Corte pour établir le projet de construction de l'Ecole. On peut donc prévoir dès maintenant la date précise où les travaux commenceront.



Le Conseil municipal d'Olmeto (près de Sartène) a décidé de faire apposer sur la maison où mourut en 1861 Colomba, à l'âge de 96 ans, une plaque avec inscription commémorative. Les touristes, à la recherche de souvenirs littéraires ou admirateurs de Mérimée, trouveront sans nul doute quelque intérêt à contempler la petite et archaïque maison où vécut et mourut l'héroïne. Puisque nous voulons faire de la Corse une région touristique, prenons exemple sur Olmeto : signalons à nos hôtes tous les coins de notre île où le passant pourrait satisfaire sa curiosité. Et ils ne manquent pas !!



Les journaux annoncent la fondation à Bastia d'une nouvelle société d'études linguistiques. Elle a pris le nom d'*Altagna*. Elle se propose de publier un bulletin mensuel et de donner, avec le concours de l'élément féminin, des bals et des fêtes. Il semble qu'elle veuille faire revivre l'ancienne Cynrénéa et continuer l'œuvre entreprise par la Société de la *Lingua Corsa*, en groupant les mêmes membres.



N. B. — La Direction de la Revue rendra volontiers compte de tous les ouvrages sur la Corse qui lui seront gracieusement communiqués par les auteurs ou les éditeurs.

DERNIÈRE NOUVELLE

Les services maritimes postaux

Aux dernières nouvelles, on lit dans les journaux que le projet de la nouvelle convention maritime relative aux services postaux de la Compagnie Fraissinet vient d'être déposé sur le bureau des deux Chambres et qu'au Sénat M. Sari, sénateur de la Corse, a été nommé rapporteur général. Les intérêts de la Corse seront donc en bonnes mains.

Sans préjuger des modifications que M. Sari fera introduire dans le projet ministériel, nous dirons d'ores et déjà que cette convention, dont la durée sera de vingt ans et qui sera modifiable tous les cinq ans, soulève les observations suivantes :

1° L'Etat, qui s'est imposé en 1924 une charge de 4.423.381 francs pour améliorer le service, continuera ses sacrifices; les dépenses seront encore accrues par la mise en service d'un bateau neuf et par de nouvelles améliorations;

2° L'augmentation du nombre des services entre la Corse et le continent sera de deux; il y en aura dix par semaine;

3° La vitesse atteindra pour certains d'entre eux 18 nœuds; elle permettra de réduire la durée de la traversée à 6 heures;

4° Les vieilles unités seront remplacées par de nouvelles plus confortables, plus rapides, dont une à brève échéance;

5° Un service sera créé dans l'avenir entre la Corse et l'Algérie (promesse qu'il sera possible de rappeler à l'Etat et à la Compagnie);

6° Le service côtier, effectué par un cargo, sera rétabli;

7° Un Comité consultatif sera institué et pourront en faire partie les usagers; il aura le droit de réclamer les améliorations jugées indispensables.

Comme contre-partie, la convention prévoit que les tarifs du fret seront légèrement relevés « pour que le souci des intérêts légitimes de la Corse soit concilié avec la préoccupation de couvrir en partie par des recettes normales les dépenses nouvelles faites en faveur de ces mêmes intérêts », mais avec un traitement de faveur pour les farines et les bois.

Nous sommes certain que si ce projet est appliqué strictement et loyalement par l'Etat, avec quelques retouches favorables en ce qui concerne les délais d'application et avec des tarifs modérés, les Corses auront lieu de se réjouir.

A. A.

DEUX BONNES INITIATIVES

M. Corticchiato, chevalier de la Légion d'honneur, avocat et président du Syndicat d'Initiative des intérêts de la Corse, à Marseille, vient d'informer la direction de la Revue que ce groupement lui continuait la confiance et l'appui qu'il avait jusqu'ici accordés à M. Clavel et que les 156 membres du Syndicat lui resteraient abonnés. Cette décision fait honneur aux Corses de Marseille, qui témoignent ainsi, mieux que par des paroles, leur sympathie agissante pour une œuvre dont on peut vraiment dire qu'elle est désintéressée.

Si les autres groupements corses se comportaient de même, notre publication aurait moins à redouter la hausse continue des prix de l'impression qui peuvent sans tarder devenir prohibitifs.

Une autre initiative à laquelle nous devons applaudir est celle du Conseil municipal de Centuri. Sur la proposition de M. Palmieri, il a décidé qu'une subvention de cinquante francs serait accordée à la *Revue de la Corse*. Si la somme est minime, le geste est méritoire. Nous sommes reconnaissants aux édiles de la vieille cité d'avoir montré la voie aux communes de Corse qui pourraient, pour le moins, souscrire un abonnement et encourager de la sorte les efforts de ceux qui veulent conserver à la petite patrie un organe de vulgarisation littéraire et scientifique, comme de renseignements économiques.

N. B. — La Direction prie les abonnés et les lecteurs qui désireraient une réponse à leur demande de renseignements de joindre à celle-ci un timbre de 0 fr. 30 pour avoir une lettre. La modicité des ressources de la Revue ne permet pas d'alourdir son budget de tous les frais de correspondance.

Elle rappelle à ses abonnés que le montant de l'abonnement est fixé à **QUINZE** francs pour la France et à **VINGT** pour l'étranger, qu'elle les prie d'envoyer par le moyen du mandat-carte à son compte courant, Paris 813.42. Elle serait reconnaissante à ceux dont le versement aurait été insuffisant de vouloir bien lui faire parvenir la différence à ce même compte courant.

COMMUNICATION

Nos lecteurs savent déjà que M. CLAVEL, fondateur de cette Revue, nous en a abandonné la direction. Quelle que soit la prospérité future de cette publication, et nous espérons qu'elle sera grande avec le concours des anciens et nouveaux abonnés, il en aura été le principal artisan. Il eut le courage de la créer, la patience d'en recruter les lecteurs, l'habileté de réunir un Comité de collaborateurs d'élite. Il eut pendant six ans l'activité, la persévérance, le désintéressement qu'il fallait. Nul ne sait, à moins d'en avoir fait l'expérience, combien ces qualités sont nécessaires à celui qui forme une entreprise semblable.

M. CLAVEL les posséda à un haut degré, puisque la Revue, à peine parue, mérita les sympathies de plusieurs centaines d'abonnés, grâce auxquels elle vécut et grandit. Aujourd'hui les dépenses d'impression ont augmenté au point d'imposer de lourds sacrifices pécuniaires à son directeur. M. CLAVEL renonce à les supporter plus longtemps. Il demande à mon patriotisme d'accepter une tâche qui, je le sens, exigera une réelle abnégation, tant dans le domaine intellectuel que dans le domaine matériel, malgré l'augmentation de trois francs dans l'abonnement. J'essaierai d'en avoir. Je prendrai modèle sur celui qui conçut cette œuvre et dont le souvenir persistera tant que durera cette Revue : longtemps, il faut l'espérer.

Pour commencer, j'informe nos amis que M. CLAVEL, pour ne pas perdre entièrement contact avec la Corse, publiera dans un petit fascicule périodique des avis touristiques et bibliographiques, auxquels s'ajouteront les derniers chapitres de l'étude de M. VILLAT sur les *Régions touristiques de la Corse*. Je ne doute pas que mes compatriotes réservent à cette petite brochure le même accueil qu'à la Revue.

A. A.

OUVRAGES RECOMMANDÉS

à tous les lecteurs

- L'Annu Corsu de 1926.** Le demander à M. A. BONIFACIO, 3, rue du Lycée, Nice. Prix. 5 fr.
- Sur les chemins de la Corse,** du docteur AURENCHÉ, petit in-8° richement illustré. Librairie Perrin, quai des Grands-Augustins. Prix. 15 fr.
- Histoire des Corses,** par A. AMBROSI, in-12 de 160 pages, illustré de 63 gravures. Chez l'auteur, rue Git-le-Cœur, 6, Paris, ou chez l'éditeur Janssen, successeur de Piaggi, Bastia. Prix 3 fr. 75
- Géographie de la Corse,** par A. AMBROSI, in-12 de 176 pages et 58 gravures ou cartes. On peut la demander, comme l'Histoire, soit à l'auteur, soit à l'éditeur Prix 3 fr. 75

La Direction de la Revue prie instamment ses lecteurs, abonnés, de la tenir au courant de leurs changements d'adresse ou de domicile, pour faciliter l'expédition des publications et en éviter la perte.

PAGE

réservée à la publicité

TARIF

La page..... 200 fr.

La demi-page..... 120 fr.

Le tiers de page..... 70 fr.

Le quart de page..... 60 fr.

Patriotes corses, prêtez votre concours à l'expansion de cette Revue qui ressuscite le passé glorieux de votre île, et sert de tribune à ceux qui, dans le présent, recherchent son progrès économique et moral.